



---

RAPPORT ANNUEL 2020

**STRATÉGIE RÉGIONALE  
DE STABILISATION, DE  
REDRESSEMENT ET DE  
RÉSILIENCE (SRS) DES ZONES  
DU BASSIN DU LAC TCHAD  
AFFECTÉES PAR LA CRISE  
BOKO HARAM**

© 2021, Secretariat SRS

Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)  
Place de la Grande Armée  
N'Djamena|Chad



---

RAPPORT ANNUEL 2020

**STRATÉGIE RÉGIONALE  
DE STABILISATION, DE  
REDRESSEMENT ET DE  
RÉSILIENCE (SRS) DES ZONES  
DU BASSIN DU LAC TCHAD  
AFFECTÉES PAR LA CRISE  
BOKO HARAM**



# ABRÉVIATIONS

|                |  |                  |   |
|----------------|--|------------------|---|
| <b>BAD</b>     | Banque africaine de développement                            | <b>MNJTF</b>     | Force Multinationale Mixte  |
| <b>UA</b>      | Union africaine  | <b>ONG</b>       | Organisations non gouvernementales  |
| <b>OBC/CBO</b> | Organisations à base communautaire                           | <b>OCHA</b>      | Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) |
| <b>CIMIC</b>   | Coopération civilo-militaire                                 | <b>PWG</b>       | Groupes de travail interpiliers (Pillar Working Groups)   |
| <b>OSC</b>     | Organisations de la société civile                           | <b>FSR</b>       | Facilité de stabilisation régionale   |
| <b>DDRR</b>    | Désarmement, démobilisation, réhabilitation et réintégration | <b>TPRR/SPRR</b> | Triage, poursuite, réhabilitation et réintégration  |
| <b>HDP</b>     | Humanitaire, développement et paix                           | <b>PAT/TAP</b>   | Plans d'action territoriaux   |
| <b>OIM</b>     | Organisation internationale pour les migrations              | <b>PNUD</b>      | Programme des Nations unies pour le développement   |
| <b>GSI/ISG</b> | Groupe de soutien international                              | <b>ONUDC</b>     | Office des Nations unies contre la drogue et le crime   |
| <b>BLT</b>     | Bassin du lac Tchad  | <b>CSNU</b>      | Conseil de sécurité de l'ONU  |
| <b>CBLT</b>    | Commission du bassin du lac Tchad                            |                  |   |
| <b>SMSPS</b>   | Santé mentale et soutien psychosocial                        |                  |   |

# CONTENU

- 2 ABRÉVIATIONS**
- 4 AVANT-PROPOS PAR LA COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD**
- 6 AVANT-PROPOS PAR LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE**
- 7 SOMMAIRE**
- 9 CHAPITRE 1. INTRODUCTION**
  - 1.1 Aperçu et évolution de la Stratégie
  - 1.2 Objectif et approche de la SRS
  - 1.3 Niveaux et phases de la SRS
- 17 CHAPITRE 2. PROGRÈS DE L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SRS**
  - 2.1 Secrétariat de la SRS
  - 2.2 Structure de gouvernance de la SRS
  - 2.3 Coordination technique et programmatique de la SRS
  - 2.4 Les facilitateurs transfrontaliers de la SRS
  - 2.5 Renforcement de la coopération civilo-militaire avec la FMM
- 27 CHAPITRE 3. PROGRÈS ACCOMPLIS À TRAVERS LES PÔLES**
  - 3.1 Progrès du Pôle sur la gouvernance
  - 3.2 Progrès du Pôle sur l'aide humanitaire et le développement
  - 3.3 Progrès du Pôle sur la sécurité et la protection
- 35 CHAPITRE 4. QUESTIONS TRANSVERSALES**
  - 4.1 Autonomisation des femmes et des jeunes
- 37 CHAPITRE 5. DÉFIS ET RECOMMANDATIONS**
  - 5.1 Défis
  - 5.2 Enseignements
  - 5.3 Recommandations
- 46 ANNEXES**
  - Annexe A. Méthodologie
  - Annexe B. Liste des activités rapportées par les membres du groupe de travail régional
  - Annexe C. Regional Stabilization Facility Annual Report Summary

# AVANT-PROPOS

## par la Commission du Bassin du Lac Tchad

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel 2020 de la Stratégie régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des Zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram.

Cette stratégie a été adoptée par la Commission du Bassin du Lac Tchad et approuvée par la Commission de l'Union africaine en 2018. Elle représente un effort collectif pour la stabilisation globale et les interventions visant à garantir un redressement rapide ainsi qu'une résilience et un développement à long terme.

À l'heure où j'écris, chaque jour autour du bassin du lac Tchad, des communautés continuent de subir l'impact de l'insurrection de Boko Haram. Ces communautés endurent depuis longtemps des défis humanitaires, de développement et de sécurité. En 2020, la région a été témoin d'un nombre considérable d'attaques. Cela nous rappelle à tous la nécessité de poursuivre le travail de soutien à nos États membres et à leurs communautés, pour une réponse rapide et efficace.

En outre, comme le reste du monde, en 2020, ces communautés ont été gravement touchées par la pandémie du COVID-19. Avec la perturbation des activités économiques, notamment la production agricole, la sécurité alimentaire, le commerce transfrontalier, le tourisme, les flux d'investissements étrangers, la stabilité macroéconomique, la paix et la sécurité, la pandémie amplifie les inégalités et les vulnérabilités existantes.

En dépit des défis et des instabilités qui affectent la région, la Commission du bassin du lac Tchad, forte de l'engagement indéfectible des partenaires et acteurs internationaux, régionaux et locaux, a été le fer de lance de la mise en œuvre de la stratégie.

La Stratégie constitue le cadre général pour tous les partenaires de la région qui sont prêts à soutenir la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission de l'Union africaine et surtout les gouverneurs, en tant que garants de la Stratégie, pour coordonner les interventions de stabilisation, de redressement



et de résilience dans la région du bassin du lac Tchad. La mise en œuvre de la stratégie nécessite une collaboration politique, technique et financière à tous les niveaux, du niveau international aux niveaux régional, national et local, afin de clarifier et d'orienter les rôles et les opportunités de chaque partenaire pour soutenir cet effort global.

Après la phase de lancement en 2019 et une année de mise en œuvre en 2020, les bases fondamentales de la mise en œuvre à moyen et long terme sont posées, des partenariats sont en train d'être construits à travers le spectre humanitaire, du développement et de la paix, et une nouvelle façon de travailler façonne la réponse à la crise de la région du Bassin.

Ce rapport annuel 2020 permet de mettre en évidence des preuves claires du progrès accompli et de l'engagement accru des partenaires à aligner leurs initiatives dans le cadre de la stratégie. Toutefois, cette première année de mise en œuvre a également révélé des lacunes majeures que nous devons combler ensemble pour obtenir davantage d'impact à mesure que nous avançons.

En 2021 et à l'avenir, la mise en œuvre des plans d'action territoriaux dans les huit territoires relevant de la stratégie constituera une priorité essentielle. Chaque plan propose une approche globale de la

mise en œuvre de la Stratégie, adaptée aux besoins spécifiques et aux défis multidimensionnels de chaque territoire. Un processus inclusif a conduit à l'élaboration des plans d'action territoriaux. Par conséquent, nous appelons à un processus inclusif et coordonné entre toutes les parties prenantes et les partenaires régionaux et nationaux pour discuter des prochaines étapes et du soutien technique et financier nécessaire à la mise en œuvre du plan.

Pour assurer le succès de la stratégie, nous lançons un appel à un soutien politique, technique et financier continu, qui mobilisera les ressources nécessaires de manière cohérente et durable pendant les cinq années que durera la stratégie.

Je suis profondément convaincu que la mise en œuvre de la stratégie prendra encore plus d'ampleur en 2021 et dans les années à venir, et que nous continuerons à collaborer pour faire en sorte que les communautés du bassin du lac Tchad soient au centre de notre réponse commune et que leurs problèmes figurent à l'ordre du jour des politiques et des décideurs.

**Ambassadeur Mamman Nuhu**

*Secrétaire exécutif, CBLT*

*Chef de mission, FMM.*



# AVANT-PROPOS

## par la Commission de l'Union africaine

J'ai le plaisir de présenter le rapport 2020 sur la mise en œuvre de la Stratégie régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des Zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram (SRS).

Depuis la première conférence sur l'élaboration d'un cadre pour une stratégie régionale de stabilisation en novembre 2017, la Commission de l'Union africaine a soutenu les efforts menés par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) pour assurer une transition de l'engagement militaire actif vers la stabilisation, le redressement et la résilience. Aujourd'hui, trois ans après son adoption, la mise en œuvre de la RSS a progressivement commencé à enregistrer des gains raisonnables et palpables découlant d'actions coordonnées soulignées par le lien entre la paix, l'humanitaire et le développement.

L'apparition de la pandémie du Covid-19 en 2020 a rendu inévitable certains ajustements dans les interventions de la SRS. Ainsi, les parties prenantes et les partenaires au développement ont fait face à la réalité que les communautés affectées dans le bassin du lac Tchad, en plus des défis de la pandémie, étaient également

confrontées aux conséquences des activités des groupes extrémistes, y compris les menaces sur les moyens de subsistance.

C'est à cet égard que des résultats modestes ont été obtenus dans la stabilisation du bassin du lac Tchad à travers les États membres de la CBLT, malgré l'environnement généralement restrictif occasionné par la pandémie et les épisodes de turbulence dans l'environnement sécuritaire.

À bien des égards, ce rapport de 2020 démontre la détermination de la CBLT, avec le soutien de la Commission de l'Union africaine, à concrétiser les efforts visant à ancrer un déploiement coordonné des interventions dans le bassin du lac Tchad. Il souligne également l'engagement et les efforts des différentes parties prenantes engagées dans la stabilisation de la région. Cette manifestation d'un leadership avisé a donné un élan concret à la quête permanente de stabilisation de la région.

**Ambassadeur Bankole Adeoye**

*Commissaire, Affaires politiques,  
paix et sécurité*

*Commission de l'Union africaine*



# SOMMAIRE

En août 2018, la Commission du bassin du lac Tchad et la Commission de l'Union africaine ont convenu de la Stratégie régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram (SRS). La SRS a une durée de cinq ans ; elle couvre huit territoires<sup>1</sup> et s'articule autour de neuf piliers et quarante objectifs stratégiques. Ce rapport d'étape inaugural présente les progrès de la mise en œuvre de la SRS du 1<sup>er</sup> décembre 2019 au 31 décembre 2020, ainsi que les défis critiques rencontrés et les recommandations à l'intention des principales parties prenantes.

La SRS formule une stratégie régionale et transfrontalière globale pour faire face à la crise actuelle aggravée par l'insurrection de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad aux niveaux régional, national et territorial. Elle cherche à générer des politiques et des programmes dans le cadre d'une approche commune et d'un cadre inclusif pour toutes les parties prenantes afin de soutenir une transition opportune, coordonnée et efficace de la stabilisation au redressement rapide et à la reprise des processus de développement bloqués.

Au cours de la dernière décennie, les quatre pays riverains du bassin du lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria) ont été confrontés à divers défis, exacerbés par les incidences répétées de la violence du groupe terroriste Boko Haram. En réponse à cette crise, les quatre pays touchés et la République du Bénin ont résolu, en 2015, de fournir des troupes, avec le soutien de la Commission de l'Union africaine, pour la réorganisation et l'opérationnalisation de la Force Mixte Multinationale (FMM) contre Boko Haram. Malgré les progrès significatifs réalisés par la FMM, toutes les parties prenantes concernées s'accordent

à dire que le succès global de l'effort collectif dépendra de la mise en œuvre d'un programme global de stabilisation par les pays touchés.

Ce rapport montre que des progrès significatifs ont été réalisés concernant l'institutionnalisation de la SRS au niveau régional, et progressivement au niveau territorial. Ces progrès comprennent la mise en place ou le soutien continu aux structures suivantes : le Secrétariat, le Comité de pilotage, le groupe de travail régional avec ses groupes thématiques, le Forum des Gouverneurs (créé en 2018), les plateformes pour les organisations de la société civile et, une cellule pour la coopération civilo-militaire. Par ailleurs, l'élaboration des Plans d'action territoriaux (PAT) a été initiée et sera finalisée et présentée lors du troisième Forum des Gouverneurs, qui sera accueilli par le Gouverneur de l'Extrême-Nord du Cameroun fin 2021. Les PAT sont au cœur de l'offre de la stratégie aux personnes vivant dans les zones touchées par la crise dans le bassin du lac Tchad. Ils constituent

Des défis majeurs ont été identifiés en ce qui concerne la mise en œuvre de la SRS, tels que :

- le cadre politique.
- la coordination effective
- le niveau d'institutionnalisation
- l'impact de l'épidémie du COVID-19.
- la situation sécuritaire
- le soutien opérationnel.
- la gestion efficace de l'information, le suivi et les rapports.

<sup>1</sup> Les huit territoires sont les régions du Nord et de l'Extrême-Nord au Cameroun, les provinces du Lac et de Hadjer-Lamis au Tchad, la région de Diffa au Niger et les États de Borno, Adamawa et Yobe au Nigeria.

les fondements de la localisation et de la mise en œuvre de la SRS sous la tutelle des gouverneurs. Ce rapport contient également des informations sur les progrès réalisés pour les neuf piliers, sur la base des informations fournies par les membres du groupe de travail régional. Un tableau en annexe fournit plus de détails sur les initiatives en cours, liées à quarante objectifs stratégiques.

Malgré ces difficultés, la CBLT, la Commission de l'Union africaine et les huit gouverneurs peuvent désormais accélérer la mise en œuvre des neuf piliers de la stratégie. Il existe d'importantes possibilités pour les parties prenantes de passer du caractère ad hoc actuelle des interventions à une approche stratégique plus coordonnée et collaborative qui permettrait de disposer de ressources et d'une expertise plus efficaces et adéquates grâce au cadre

et aux structures de coordination de la SRS au niveau territorial, national et régional.

Toutefois, la CBLT et la Commission de l'Union africaine reconnaissent la nécessité d'accélérer certaines initiatives spécifiques, telles que :

- un dialogue politique sur le rôle des gouvernements à différents niveaux.
- des interventions transfrontalières.
- le renforcement de la coopération civilo-militaire.
- la gestion des connaissances, notamment par le biais d'une plateforme dédiée.

*Certaines recommandations sont élaborées à l'intention des décideurs, afin de garantir le soutien nécessaire à la mise en œuvre de la SRS, et un appel est lancé au Groupe de soutien international pour qu'il plaide en faveur de leur mise en œuvre.*

1. Les coordinateurs résidents des Nations Unies peuvent soutenir les efforts de coordination au niveau national, en favorisant l'engagement des parties prenantes pour la poursuite de l'institutionnalisation de la SRS.
2. La composition actuelle du comité de pilotage de la SRS doit être élargie pour inclure les ministères nationaux concernés qui sont responsables des initiatives de stabilisation, de redressement et de résilience.
3. Des capacités supplémentaires sont nécessaires pour assurer la coordination au niveau technique entre le groupe de travail régionale et les acteurs nationaux afin de garantir un suivi et des rapports de qualité en temps voulu.
4. La plateforme SRS pour les organisations de la société civile a été établie et devrait être le point d'entrée pour engager la société civile dans la mise en œuvre du SRS.
5. Les structures de coordination de la SRS devraient être communiquées aux partenaires de mise en œuvre et aux parties prenantes pour des résultats plus efficaces.
6. Le Comité de pilotage devrait délibérer sur les canaux les plus appropriés pour le financement de la SRS à travers les 9 piliers, d'une manière qui contribue à l'efficacité, la cohérence et l'homogénéité de l'aide.
7. Les bureaux des gouverneurs ont un rôle central dans la mise en œuvre de la SRS et leurs capacités doivent être évaluées et renforcées en conséquence. Par exemple, des ressources dédiées seront nécessaire pour garantir une norme minimale de reporting et une coordination efficace avec les partenaires.
8. Le renforcement des capacités à plus long terme de la CBLT est une priorité absolue pour la mise en œuvre de la SRS, avec un plan de durabilité clair pour assurer une reprise en douceur des responsabilités programmatiques de la SRS par la CBLT.

---

Chapitre 1

# INTRODUCTION

## Chapitre 1

# INTRODUCTION

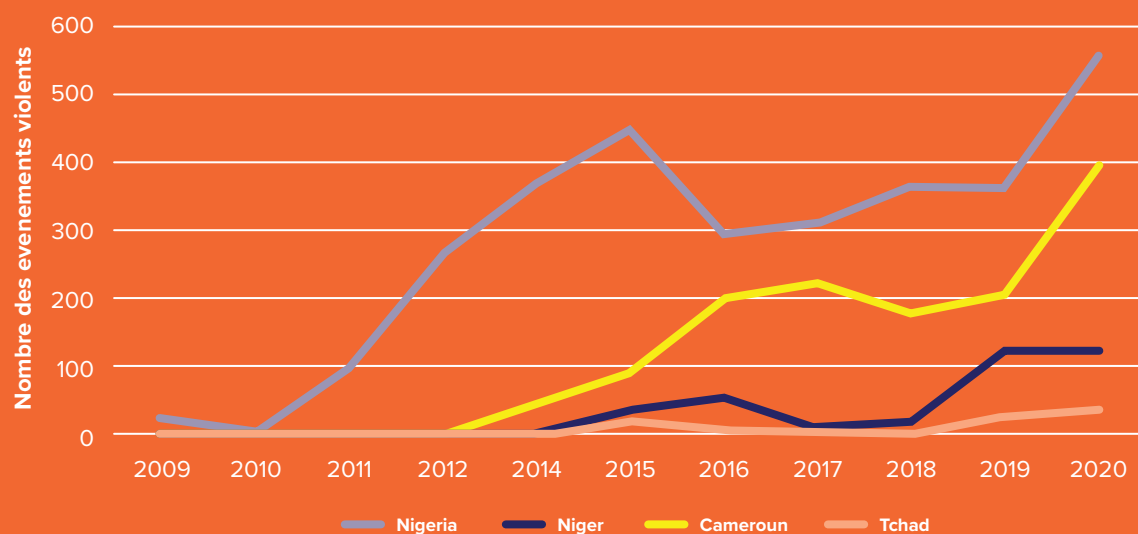
L'année 2020 a été marquée par une augmentation spectaculaire des attaques violentes perpétrées par des groupes extrémistes dans la région du bassin du lac Tchad (BLT) (figure 1). La plupart des attaques se sont produites à l'intérieur ou à proximité des frontières partagées par le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, les combattants extrémistes se déplaçant fréquemment au-delà des frontières internationales. Par exemple, le 20 novembre 2020, des membres de la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique ont attaqué Magumeri, une ville agraire située à

environ 50 kilomètres de Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria.<sup>2</sup> Les forces gouvernementales nigérianes ont repoussé les assaillants. Le 28 novembre 2020, le groupe extrémiste Boko Haram a attaqué des riziculteurs à Zabarmari, à environ 27 kilomètres de Maiduguri, tuant plus de 100 civils. Aucune troupe gouvernementale n'était présente dans la zone au moment de l'attaque. Ces attaques ne sont que quelques-uns des exemples les plus récents de la recrudescence des agressions contre les troupes et la population civile dans la région qui a eu lieu en 2020.

<sup>2</sup> Murtala Abdullahi. "Troops Repel ISWAP Attack in Magumeri," Humangle, 21 Novembre 2020. <https://humangle.ng/troops-repel-iswap-attack-in-magumeri/>

<sup>3</sup> As referenced by <https://africacenter.org/spotlight/boko-haram-violence-against-civilians-spiking-in-northern-cameroon/>.

**FIGURE 1**  
Incidents violents dans le BLT de 2009 à 2020.



Source des données : Armed Conflict Location & Event Data Project, année se terminant le 30 septembre 2020.<sup>3</sup>

Cette recrudescence des attaques de groupes extrémistes en 2020 prouve que la crise qui hante la région du Bassin depuis près d'une décennie ne montre aucun signe d'apaisement. De multiples facteurs se conjuguent pour provoquer des déplacements massifs de population. Selon la matrice de suivi des déplacements tenue par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), au 30 décembre 2020, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria accueillent plus de cinq millions de personnes déplacées, y compris des personnes déplacées à l'intérieur du pays, des réfugiés, des rapatriés et des ressortissants de pays tiers. Les trois quarts de ces personnes affectées s'abritent au Nigeria, qui est de loin la plus peuplée des quatre nations.<sup>4</sup>

À la lumière de ces graves défis dans la région, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et l'Union africaine (UA) ont reconnu la nécessité d'une réponse régionale commune pour faire face à la crise et ont finalement convenu de la *Stratégie régionale de Stabilisation, de Redressement et de Résilience des zones du bassin du lac Tchad (SRS) affectées par la crise Boko Haram* en août 2018. La Stratégie combine la réponse militaire commune contre les groupes armés extrémistes violentes menées par la Force Mixte Multinationale (FMM), par le biais des différentes forces de sécurité et de défense nationales des quatre pays, avec un effort civil transfrontalier pour consolider les gains militaires. En juillet 2019, la Facilité de Stabilisation régionale (FRS) pour le BLT, une facilité multi-donateurs, a été officiellement lancée pour soutenir la mise en œuvre des phases initiales de la SRS. Sous la gestion du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cette facilité a été rendue opérationnelle en octobre 2019 et a depuis reçu des financements des gouvernements de l'Allemagne, de la Suède, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de l'Union européenne.

Ce rapport inaugural sur la SRS détaille les progrès réalisés dans la mise en œuvre du SRS au cours de la période allant du 1er décembre 2019 au 31

décembre 2020.<sup>5</sup> Il s'appuie sur les informations et les données fournies par les principales parties prenantes impliquées dans l'opérationnalisation de la Stratégie, notamment les membres du groupe de travail régional. De plus amples détails concernant l'approche et la méthodologie utilisées pour préparer ce rapport sont disponibles, ainsi qu'un résumé des réponses au questionnaire fournies par les membres du groupe de travail régional (annexe A).

Au début de 2020, la pandémie mondiale de COVID-19 a frappé la région du Bassin. Les mesures visant à contenir et à atténuer la propagation du COVID-19, telles que les restrictions de voyage et les directives de distanciation sociale, ont affecté la fourniture de l'aide humanitaire et des interventions de stabilisation et ont entravé les efforts des acteurs des partenaires de mise en œuvre du SRS dans toute la région. Malgré les limitations imposées par les mesures d'endiguement du COVID-19, ainsi que d'autres défis, notamment l'insécurité croissante, des progrès substantiels ont été réalisés en vue de l'institutionnalisation de la SRS. Les étapes fondamentales ont été franchies pour la mise en œuvre complète de la SRS afin que la stratégie prenne de l'ampleur en 2021.

Le présent rapport commence par un bref aperçu, dans ce CHAPITRE introductif, de la SRS, notamment de son évolution, de ses objectifs et de ses phases de lancement et de mise en œuvre initiale. Le corps du rapport examine les activités et les progrès réalisés en vue de la mise en œuvre complète de la SRS, en mettant l'accent sur le processus d'institutionnalisation de la SRS aux trois niveaux, qui constitue le fondement d'une mise en œuvre complète et efficace. Le rapport analyse et identifie les lacunes de la mise en œuvre et propose des actions à entreprendre pour y remédier. Il se termine par une série de recommandations formulées pour aider le Comité de pilotage de la SRS et les autres parties prenantes de la SRS à identifier les domaines et les questions qui nécessitent une attention accrue et une action rapide.

<sup>4</sup> IOM DTM. "West and Central Africa — Lake Chad Basin Crisis Monthly Dashboard 27 (30 December 2020), 30 December 2020. <https://dtm.iom.int/reports/west-and-central-africa-%E2%80%94-lake-chad-basin-crisis-monthly-dashboard-27-30-december-2020>.

<sup>5</sup> La SRS charge le Secrétariat de soumettre un rapport d'avancement annuel au Comité de pilotage de la SRS (voir SRS pp. 57-58). Le présent rapport s'appuie sur le rapport initial soumis à la réunion inaugurale du Comité le 27 novembre 2019.



© PNUD CHAD

## 1.1 Aperçu et évolution de la Stratégie

La SRS est née de la reconnaissance par les États affectés que les approches nationales et militaires seules étaient inadéquates pour relever les défis qui affligent les zones touchées par Boko Haram dans la région BLT. Un suivi chronologique à partir de 2015 peut illustrer l'émergence et la consolidation de la SRS (encadré 1).

Sous la coordination politique et le leadership de l'UA, les gouvernements des États membres de la CBLT et de la République du Bénin ont créé en 2015 la FMM pour répondre aux activités terroristes et insurrectionnelles des factions de Boko Haram. Le concept d'opérations (CONOPS), élaboré par l'UA, présente les détails concernant la supervision politique, les structures de commandement, les objectifs, les tâches et le soutien à la mission. Le 3 mars 2015, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a autorisé l'opération de la MNJTF sous la supervision civile de la CBLT. Il a approuvé le CONOPS et a souligné l'impératif d'une étroite coordination civilo-militaire pour faciliter la stabilisation rapide de la situation sur le terrain.<sup>6</sup>

Conformément au mandat de la FMM décrit dans le CONOPS, la Commission de l'UA et la CBLT ont réalisé qu'il était nécessaire de développer une approche régionale de la stabilisation pour compléter

les offensives militaires. En outre, la CBLT devra développer des capacités de coopération civilo-militaire pour faciliter les opérations humanitaires, la fourniture d'une assistance aux populations touchées et la mise en œuvre de programmes de stabilisation.

À la suite d'un vaste processus de consultation, mené par la CBLT et la Commission de l'UA avec le soutien de partenaires locaux et internationaux, la SRS a émergé. Il a été validé par le Conseil des ministres de la CBLT en août 2018 et approuvé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en décembre 2018. La SRS formule une stratégie transfrontalière globale pour répondre à la crise actuelle dans la CBLT aux niveaux régional, national et territorial. Elle est centrée sur la nécessité d'une coopération civilo-militaire pour créer un environnement sûr qui assure la protection des civils : Il se concentre sur le retour des personnes déplacées, la fourniture d'une aide humanitaire, la mise en œuvre d'efforts de stabilisation et l'établissement de l'autorité de l'État dans les territoires touchés. En fin de compte, la SRS vise à permettre un développement durable à long terme dans les huit territoires BLT des quatre pays touchés : les régions de l'Extrême-Nord et du Nord du Cameroun, les provinces du Lac et de Hajder-Lamisi au Tchad, la région de Diffa au Niger et les États de Borno, Yobe et Adamawa au Nigeria.

<sup>6</sup> Conseil de paix et de sécurité, 489<sup>e</sup> réunion, 3 mars 2015 (PSC/PR/COMM.CDLXXXIX)

## Le déroulement de la SRS jusqu'en 2019

### 3 MARS 2015

Lors de sa 489<sup>e</sup> réunion, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA autorise le déploiement de la MNJTF dans la région BLT pour une période initiale de 12 mois. Le Conseil exprime son soutien aux États membres de la CBLT et du Bénin pour créer un environnement sûr et sécurisé et contribuer à la stabilisation des zones touchées par la crise.

### 6 SEPTEMBRE 2017

Le Groupe consultatif d'Oslo sur la prévention et la stabilisation dans le bassin du lac Tchad se réunit pour la première fois à Berlin, en Allemagne.

### 12 OCTOBRE 2017

Le Secrétaire général de l'ONU s'adresse au CSNU, soulignant que dans la région du bassin, 8,5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et appelant à l'élaboration d'une stratégie régionale pour s'attaquer aux causes profondes de la crise.

### MAI 2018

La CUA, la CBLT avec le soutien financier de GIZ, déploient une équipe d'experts conjointe dans les pays du lac Tchad pour évaluer la situation et proposer des objectifs stratégiques pour l'élaboration d'une stratégie régionale. La CBLT et l'UA examinent le rapport et les recommandations de l'équipe d'experts et le soumettent au Conseil des ministres de la CBLT lors de la conférence interministérielle des représentants des quatre pays du lac Tchad touchés par Boko Haram en août 2018. Les gouverneurs des huit zones les plus touchées autour du lac Tchad se réunissent à Maiduguri, au Nigeria, pour discuter des défis communs et inaugurer le Forum des gouverneurs pour la coopération régionale en matière de stabilisation, de consolidation de la paix et de développement durable (le Forum des gouverneurs).

### SEPTEMBRE 2018

La Conférence de haut niveau sur la région du lac Tchad à Berlin appelle à plus de cohérence et de coordination.

### MAI 2019

la CBLT approuve la mise en place d'un secrétariat de stabilisation dans le cadre de la Facilité régionale de stabilisation qui est dirigée par le PNUD avec le soutien technique de la Commission de l'UA.

### 16-18 JUILLET 2019

la deuxième réunion du Forum des gouverneurs se réunit avec le soutien de la Commission de l'UA, du PNUD et du Secrétariat de la SRS. Le Forum accueille le lancement du Fonds de stabilisation régionale du PNUD, un fonds multi donateurs créé pour soutenir la mise en œuvre de la SRS.

### FÉVRIER 2017

Conférence humanitaire d'Oslo.

### 31 MARS 2017

La résolution 2349 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) appelle à l'élaboration d'une stratégie régionale pour la CBLT.

### 30 AOÛT 2017

Le Secrétaire général de l'ONU présente un rapport au CSNU, soulignant les défis découlant des activités terroristes de Boko Haram dans la région du Bassin.

### 13 SEPTEMBRE 2017

Le Secrétaire général de l'ONU présente un rapport au CSNU soulignant l'urgence de la situation et l'importance de s'attaquer aux causes profondes de la crise.

### 2-4 NOVEMBRE 2017

La Commission de l'UA, la CBLT et les partenaires du développement organisent la première conférence sur l'élaboration d'un cadre pour une stratégie de stabilisation régionale. Cette conférence a lancé le processus qui a conduit à la SRS.

### AVRIL 2018

L'UA et la CBLT, en collaboration avec l'OIM, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme de l'ONU, le PNUD et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), organisent un atelier pour discuter des pistes vers une stratégie régionale sur la SRS des personnes associées à Boko Haram dans la région du lac Tchad.

### 30 AOÛT 2018

Le Conseil des ministres de la CBLT valide la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram.

### 8 DÉCEMBRE 2018

Le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA approuve la Stratégie comme une étape essentielle à la fois pour créer une appropriation sous régionale de la réponse à la crise de la région du BLT, et pour concrétiser la vision décrite par l'Agenda 2063 de l'UA, l'Agenda 2030 des Nations unies et la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel.

### 18-20 JUIN 2019

La CBLT et la CUA avec le soutien financier de GIZ convoque le Forum consultatif régional à Niamey, au Niger, avec des représentants de la société civile, notamment des organisations de femmes et de jeunes, ainsi que des chefs traditionnels et religieux et des universitaires du BLT.

### 27 NOVEMBRE 2019

la CBLT convoque la réunion inaugurale du Comité de pilotage de la stratégie de stabilisation régionale à N'Djamena, au Tchad.

## ENCADRÉ 2

# Piliers d'intervention de la SRS

La stratégie formule 40 objectifs stratégiques ancrés dans neuf piliers d'intervention, à savoir :



**PILIER 1**  
Coopération politique



**PILIER 2**  
Sécurité et droits de l'homme



**PILIER 3**  
Désarmement, démobilisation, réadaptation, réinsertion et réintégration des personnes associées à Boko Haram



**PILIER 4**  
Assistance humanitaire



**PILIER 5**  
Gouvernance et contrats sociaux



**PILIER 6**  
Relèvement socio-économique et durabilité environnementale



**PILIER 7**  
Éducation, apprentissage et compétences



**PILIER 8**  
Prévention de l'extrémisme violent et consolidation de la paix



**PILIER 9**  
Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes

## 1.2 Objectif et approche de la SRS

La stratégie fournit un cadre pour la coopération régionale, la coordination et l'harmonisation des efforts des quatre États membres de la CBLT en vue de la stabilisation, du redressement et de la résilience dans les zones touchées par la crise de Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad. La stratégie s'appuie sur la « nouvelle méthode de travail » et sur les approches de la « société dans son ensemble » pour favoriser un lien solide entre l'humanitaire, le développement et la paix (HDP). Elle reconnaît l'impératif de l'appropriation, du leadership, de la coordination et des partenariats aux niveaux local, national et régional. En outre, Elle réaffirme :

La nécessité de planifier et de séquencer le transfert du territoire du contrôle militaire au contrôle civil, l'obligation de travailler avec et par l'intermédiaire d'autorités sous régionales ayant des compétences déléguées, et la logique de concentration des ressources pour maximiser l'impact, sont autant d'arguments en faveur d'une approche par zone de la localisation de la Stratégie. Une localisation de la stratégie nécessitera à son tour une domestication et une appropriation locale, et améliorera les perspectives de résultats efficaces et durables.<sup>7</sup>

La stratégie se compose de neuf piliers d'intervention (encadré 2) et de quarante objectifs stratégiques (annexe B). Sa portée large et ambitieuse témoigne de l'ampleur de la tâche à accomplir pour surmonter cette crise régionale. Elle nécessite des investissements importants et un effort concerté et coordonné à long terme. Elle implique la nécessité de construire et de consolider les capacités et les structures régionales pour gérer la mise en œuvre d'une réponse commune à la crise régionale et la localisation de structures similaires pour assurer l'interaction entre les politiques et les programmes régionaux, nationaux et territoriaux. Il est important de noter que la stratégie appelle à l'institutionnalisation d'une capacité de stabilisation régionale au sein de la CBLT, en élargissant le champ d'action de l'organisation pour qu'elle se concentre sur la sécurité, la paix et le développement.

<sup>7</sup> The RSS, p.22.



### 1.3 Niveaux et phases de la SRS

La SRS fonctionne à plusieurs niveaux : régional, national et territorial. Le niveau régional se concentre sur cinq objectifs. Le premier est la mise en place d'un secrétariat de la SRS doté des ressources humaines nécessaires pour gérer et coordonner la mise en œuvre de la SRS à différents niveaux, en assurant la cohérence de l'approche et de la méthodologie de tous les acteurs. Ensuite, l'accent est mis sur l'institutionnalisation des structures de gouvernance et de coordination de la SRS et la facilitation de la coopération régionale et transfrontalière. Le quatrième objectif est la mise en place et le déploiement de techniques régionales habilitantes, y compris des outils de suivi, d'évaluation et de rapport. Le cinquième objectif est la promotion de la nouvelle façon de travailler et la coopération entre les acteurs de l'HDP, tout en renforçant la coopération entre les efforts militaires, communautaires et humanitaires dans la région BLT.

Au niveau national, l'accent est mis sur la coordination au niveau national et sur la promotion de la coopération et de la coordination entre les acteurs du PDH par le biais des structures de coordination existantes. Ces efforts d'unification visent à rassembler les groupes pour soutenir la mise en œuvre de la SRS, y compris la priorisation budgétaire et programmatique par le gouvernement

et par les acteurs de la mise en œuvre, afin de garantir l'alignement sur les cadres de mise en œuvre de la SRS. La structure de coordination nationale existante pour le développement et la coopération humanitaire servira de structure de gouvernance et de coordination nationale pour la SRS, comme les comités de pilotage nationaux.

Les niveaux territorial et local concernent les initiatives à mener dans les huit zones cibles affectées par Boko Haram, sous la direction des huit gouverneurs qui sont les gardiens des plans d'action territoriaux (PAT). La mise en place des groupes de travail des piliers et des unités de stabilisation au sein des bureaux des gouverneurs sont des conditions essentielles pour une localisation efficace du SRS au niveau territorial afin de mesurer l'effet au niveau local. Dans la mesure du possible, la SRS s'appuiera sur les structures existantes, s'alignera sur les initiatives en cours et renforcera les capacités spécifiques pour éviter de surcharger les Bureaux des Gouverneurs.

La stratégie est prévue pour une période initiale de cinq ans, divisée en deux phases - une phase de lancement et une phase de mise en œuvre. Ces phases doivent être conçues comme se chevauchant partiellement et non en série (figure 2). Chaque phase se compose de deux étapes : La phase de démarrage comprend le lancement de la

**FIGURE 2**  
**Phases et étapes de la SRS**



SRS et l'étape des initiatives à court et moyen terme. La phase de mise en œuvre comprend une étape de mise en œuvre à moyen, puis à long terme. Chaque phase et ses étapes sont décrites plus en détail ci-dessous.

### 1.3.1 *La phase de lancement*

**Court à moyen terme :** Le rapport de lancement de la SRS 2019 a abordé en détail le lancement de la stratégie, qui s'est concentré sur les activités de consultation et de sensibilisation. L'objectif de cette étape était d'obtenir l'approbation de la Stratégie par différentes parties prenantes, notamment les gouverneurs, les gouvernements nationaux, les organisations régionales, les partenaires internationaux et les organisations de la société civile (OSC). La phase de lancement est suivie de près par des actions à court et moyen terme visant à garantir la mise en place de structures, de cadres et d'outils pour la mise en œuvre de la SRS. Certaines de ces actions comprennent le recrutement de personnel pour le Secrétariat et la création du groupe de travail régional des partenariats de mise en œuvre et des groupes de travail du Pôle. D'autres travaux ont porté sur le développement et l'élaboration des PAT et la mise en place de plateformes pour le dialogue et l'échange transfrontaliers, y compris des systèmes permettant les interactions transfrontalières et le partage des connaissances. Tout au long de cette phase, les acteurs à différents niveaux ont participé à l'élaboration d'un cadre complet de suivi et d'évaluation de la stratégie et de ses résultats.

Le déploiement de la phase initiale a été soutenu par la CUA, à travers la mobilisation de l'adhésion politique des États membres et en accroissant la visibilité de la stratégie au sein des acteurs internationaux et régionaux tels que les Nations unies et les CER de l'UA en Afrique occidentale et centrale. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie seront également présentés au Conseil de paix et de sécurité de l'UA en 2021.

### 1.3.2 *La Phase de mise en œuvre*

**Moyen à long terme :** La phase de mise en œuvre à moyen et long terme sera conduite au niveau territorial, par le biais des PAT développés et approuvés au cours de la phase à court et moyen terme. Chaque PAT se concentre géographiquement sur un territoire au sein d'un état, d'une province ou d'une région et met l'accent sur les initiatives transfrontalières avec les territoires voisins couverts par la SRS, le cas échéant. La mise en œuvre à long terme exige un niveau minimal d'institutionnalisation de la SRS au niveau territorial, qui sera aligné sur les structures et les capacités existantes au niveau national. Ceci est essentiel pour faciliter l'échelle et l'ampleur des interventions au niveau territorial ainsi que la coordination et la coopération transfrontalières nécessaires pour atteindre l'efficacité.

La phase de mise en œuvre a été initiée avec le soutien de l'Union africaine notamment dans le développement et l'élaboration du Plan d'action régional (PAR) et le développement de la méthodologie et de l'approche pour les PAT.

---

Chapitre 2

# PROGRÈS DE L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SRS

---

## Chapitre 2

# PROGRÈS DE L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SRS

Ce chapitre analyse les progrès accomplis dans l'avancement de la phase de lancement prolongée par le processus d'institutionnalisation de la SRS. Il explique l'état des principaux processus de démarrage et détaille les résultats spécifiques, notamment le développement des PAT. Le CHAPITRE conclut en identifiant les domaines qui nécessitent une plus grande attention et souligne la voie à suivre.

La SRS s'appuie sur l'idée qu'une réponse régionale au type de crise en question doit être institutionnalisée et doit établir des normes de coordination et de collaboration pour optimiser son efficacité. En d'autres termes, il est nécessaire de créer des structures qui incarnent la vision et le principe d'une réponse commune, alignée sur les principaux traités et accords sur la paix, la sécurité et le développement sur le continent africain. En outre, et pour la même raison, il doit y avoir des mécanismes permanents qui consolident et systématisent le dialogue et la coordination entre les pays partageant des frontières autour du lac Tchad. Enfin, la SRS reconnaît également la nécessité d'un alignement sur les structures politiques, techniques et administratives existantes à tous les niveaux. Cet alignement garantira la coordination des politiques et des programmes entre les acteurs du PDH au niveau national et territorial, tout en veillant à ce que les lacunes spécifiques identifiées en matière de capacités soient comblées pour obtenir un meilleur effet, éviter les redondances et catalyser les actions conjointes, y compris la mobilisation de fonds.

S'appuyant sur les efforts entrepris lors de la phase de lancement de la phase initiale, qui est couverte par le rapport de lancement de la SRS, la phase initiale étendue vise à consolider les bases de ce cadre institutionnel. Au cours de la période de référence, des ressources et des efforts ont été fournis pour établir les structures de gestion de la SRS au niveau régional et pour lancer les efforts de stabilisation au niveau territorial. Les bases sont désormais posées, et toutes les parties prenantes et tous les partenaires devraient utiliser cette architecture unique qui permet la prise de décision, la coordination et la coopération dans le BLT.

Au cours de l'année 2020, de bons progrès ont été réalisés concernant l'institutionnalisation de la SRS au niveau régional (tableau 1). La CBLT contient les principales structures de gestion régionales, notamment : le Secrétariat, le Comité de pilotage, le groupe de travail régional avec ses pôles thématiques, et le Forum des gouverneurs, créé en 2018. La CBLT et la Commission de l'UA sont désormais en mesure d'accélérer la mise en œuvre des Neuf Piliers de la Stratégie. Certaines structures participatives au-delà du Secrétariat, telles que La plateforme de la société civile, ont été lancées et sont en cours d'établissement aux niveaux régional, national et territorial. D'autres, telles que la plateforme d'investissement du secteur privé et le forum interparlementaire, doivent encore être établies.

## 2.1 Secrétariat de la SRS

Le Secrétariat de la SRS est désormais pleinement opérationnel, avec un personnel travaillant dans ses bureaux nouvellement construits dans les locaux

TABLEAU 1

## Activités d'institutionnalisation de la SRS et progrès réalisés depuis 2019.

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
| <b>17 JUILLET 2019</b>           | Lancement officiel du FSR du PNUD en tant que mécanisme de financement provisoire pour la mise en œuvre de la SRS  |
| <b>27 NOVEMBRE 2019</b>          | Réunion inaugurale du comité de pilotage du SRS à N'Djamena, au Tchad, et présentation du rapport de lancement de la SRS   |
| <b>16-17 JANVIER 2020</b>        | Atelier pour le développement du Plan d'Action Régional 2020/21 tenu à Addis Abeba, Ethiopie   |
| <b>22 FÉVRIER 2020</b>           | Atelier d'information et de sensibilisation du personnel de la CBLT sur la SRS et la FSR. Finalisation du glossaire de la SRS  |
| <b>30 MARS 2020</b>              | La CBLT et la Commission de l'UA valident le Plan d'Action Régional 2020/21  |
| <b>29 AVRIL 2020</b>             | Première réunion virtuelle du groupe de travail régional officiellement établie.   |
| <b>12 JUIN 2020</b>              | Réunion de coordination entre le Secrétariat de la SRS et l'équipe de stabilisation de l'UA  |
| <b>AOÛT 2020</b>                 | Révision des notes d'orientation pour le modèle de développement des PAT   |
| <b>19 AOÛT 2020</b>              | Inauguration virtuelle des Pôles du groupe de travail régional à N'Djamena, Tchad  |
| <b>SEPTEMBRE 2020</b>            | Recrutement du personnel du Secrétariat de la SRS terminé  |
| <b>SEPTEMBRE À NOVEMBRE 2020</b> | Huit bureaux de gouverneurs informés du processus PAT ; réunions de suivi avec sept bureaux ayant des acteurs opérationnels (en attente : Borno) ; groupes de travail sur les piliers établis dans cinq des huit territoires |
| <b>NOVEMBRE À DÉCEMBRE 2020</b>  | Lancement de la plateforme nationale des OSC dans les quatre pays du BLT (Nigeria 16 novembre, Tchad 18 novembre, Niger 23 novembre, Cameroun novembre)  |
| <b>3 DÉCEMBRE 2020</b>           | Lancement de la plateforme régionale des OSC   |
| <b>4 DÉCEMBRE 2020</b>           | Deuxième réunion virtuelle du groupe de travail régional   |
| <b>8 AU 10 DÉCEMBRE 2020</b>     | Réunion avec les points focaux de la SRS des huit bureaux des gouverneurs en vue de la préparation du troisième Forum des gouverneurs  |
| <b>DÉCEMBRE 2020</b>             | Mise en place de la cellule de coopération civilo-militaire (CIMIC) de la CBLT   |

de la CBLT. Le personnel actuel du Secrétariat est détaché par le PNUD et financé par le FSR et par Norwegian Capacity (NORCAP).<sup>8</sup> À plus long terme, il est prévu que la CBLT assume l'entière responsabilité de la dotation en personnel et du fonctionnement du Secrétariat. En outre, le détachement d'autres partenaires de la CBLT pourrait contribuer à renforcer ses capacités pour la mise en œuvre de la SRS. Le soutien au renforcement des capacités comprend des plans pour encadrer le nouveau personnel identifié par la CBLT et la Commission de l'UA.

La CBLT a l'intention de procéder à une évaluation des capacités organisationnelles en 2021. Cette évaluation éclairera les décisions du secrétaire exécutif de la CBLT sur la composition future du personnel du secrétariat et sur d'autres besoins en matière de capacités organisationnelles. La CBLT a déjà entamé un processus de renforcement de ses processus commerciaux et financiers en réalisant un audit financier à la fin de 2019. Les résultats de l'audit appuieront et compléteront les résultats de l'évaluation.

### 2.1.1 *Le Plan d'Action Régional*

Les 16 et 17 janvier 2020, le Secrétariat a organisé un atelier technique pour élaborer un PAR pour les années 2020-2021. Y ont participé 55 représentants des quatre pays touchés par Boko Haram, de la Commission de l'UA, de la société civile, des partenaires de développement et d'autres experts. L'atelier a abouti à l'adoption du PAR 2020-2021, qui sert de document d'orientation pour la coordination et la coopération au niveau régional pendant la période indiquée. Le PAR donne des orientations aux structures de gestion du SRS et offre une direction stratégique claire pour les actions régionales, y compris la nécessité de plaider pour une plus grande importance des activités transfrontalières et des mécanismes de financement, l'accélération de la coopération civilo-militaire, et l'amélioration du partage de l'information, de la communication et de la gestion des connaissances.

## 2.2 Structure de gouvernance de la SRS

La première réunion du Comité de pilotage, sous la direction de la CBLT et de la CUA en qualité de coprésidents, s'est tenue le 27 novembre 2019 à N'Djamena, au Tchad pour établir le mécanisme d'orientation au niveau politique et stratégique pour permettre la mise en œuvre de la SRS. Conformément à son mandat, le Comité de pilotage sert de mécanisme global de stratégie, de politique, de programme et de prise de décision, en veillant à ce que la SRS atteigne ses objectifs stratégiques et produise les résultats escomptés. Il est responsable de la supervision générale des activités et des interventions de la SRS et donne son avis sur les priorités. Le Comité de pilotage sert de plateforme d'examen, de prise de décision et d'orientation stratégique pour la SRS, ainsi que de mécanisme de mobilisation conjointe. Il assure l'assurance qualité de la mise en œuvre de la SRS et rend compte au Conseil des ministres de la CBLT.

Dans son échange avec la FMM, le Comité de pilotage a souligné la nécessité de renforcer les opérations non cinétiques en partenariat avec les communautés affectées afin de gagner leur cœur et leur esprit et de promouvoir la réhabilitation et la réintégration des personnes associées à Boko Haram. Il a approuvé la division des neuf groupes de travail des piliers de la SRS en trois Pôles et a exhorté la CBLT à approfondir son analyse sur la fourniture d'aide et de soutien extérieur aux territoires touchés. Le Comité directeur s'est félicité de la transformation du Groupe consultatif d'Oslo sur la prévention et la stabilisation dans la région du lac Tchad en Groupe international de soutien (GIS) pour la stratégie de stabilisation régionale dans le BLT, comme le prévoit la SRS, et il a approuvé l'adhésion à part entière de deux représentants du GIS au Comité de pilotage. En 2020, la deuxième réunion du Comité directeur a été reportée en raison des mesures préventives du COVID-19. Il est prévu qu'elle se tienne à la mi-2021 en mode virtuel.

<sup>8</sup> Le déploiement de certains membres du personnel a été retardé par la pandémie du COVID-19 et les restrictions de voyage qui en ont résulté.



## 2.3 Coordination technique et programmatique de la SRS

### 2.3.1 Le groupe de travail régional

En 2020, le groupe de travail régional a été créé et des mécanismes pour son opérationnalisation ont été développés, tels que les réunions des Pôles, les listes de distribution et les documents explicatifs. La réunion inaugurale du groupe de travail régional a eu lieu virtuellement le 29 avril 2020 et a constitué une étape importante pour l'institutionnalisation de la SRS. En facilitant les partenariats, le groupe de travail

régional vise à accroître son influence sur le terrain grâce à une meilleure coordination et collaboration et à se connecter de manière plus efficace et stratégique aux réseaux de partenariat construits autour des PAT et des groupes de travail inter piliers (PWG) au niveau territorial.

Le groupe de travail régional est composé d'experts techniques nommés par des organisations et des entités travaillant dans le domaine de la stabilisation, de la résilience et du redressement dans au moins deux des quatre pays touchés par la CBLT. Avec ce niveau d'expertise, le groupe de travail régional est

idéalement positionné pour soutenir la coordination technique de la SRS et du Secrétariat et conduire l'opérationnalisation de la nouvelle méthode de travail. En regroupant les analyses et en supervisant un cadre commun de suivi et d'évaluation, il assurera une plus grande cohérence entre les plans de travail des partenaires du SRS aux niveaux national et territorial et le PAR 2020/2021.

Le groupe de travail régional est structuré en trois Pôles, qui sont alignés sur les neuf piliers de la SRS. Les Pôles sont la gouvernance (piliers 1 et 5) ; le développement et l'humanitaire (piliers 4, 6 et 7) ; et la sécurité et la protection (piliers 2, 3 et 8). L'autonomisation et l'inclusion des femmes et des jeunes est un pilier transversal.

Le 19 août 2020, un événement d'inauguration virtuelle des pôles thématiques du groupe de travail régional a été organisé par la CBLT et la Commission de l'UA, avec la participation de plus de 70 personnes issues de 24 institutions et organisations. Les

participants se sont mis d'accord sur l'agence chef de file et co-chef de file pour chaque Pôle, ont confirmé leurs rôles, attentes et modalités de travail, et ont convenu des prochaines étapes. La deuxième réunion du groupe de travail régional a eu lieu le 4 décembre 2020, avec la participation d'environ 25 organisations, et elle a permis de faire le point sur les progrès réalisés en 2020 et d'identifier les priorités pour 2021 (Figure 3).

### 2.3.2 Le cadre de résultats de SRS

L'élaboration du cadre de résultats de la SRS, un outil clé pour le suivi des progrès de la phase de mise en œuvre, a été achevée au cours de la période de référence. Le processus d'élaboration a également facilité les échanges et les débats qui ont favorisé l'émergence d'une vision stratégique commune, renforcé l'appropriation partagée de la stratégie et amélioré la responsabilisation des principales parties prenantes.

**FIGURE 3**  
**Organisation des membres par groupe de travail**





La création du cadre de résultats a été un processus hautement consultatif qui a nécessité la participation et l'adhésion des nombreuses parties prenantes qui devront l'utiliser. La première série de consultations a impliqué le secrétariat SRS de la CBLT et les membres du groupe de travail régional et a abouti à une méthodologie convenue pour l'élaboration du cadre en juillet 2020. La deuxième série de consultations a impliqué la Commission de l'UA, le personnel de gestion de l'information du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), les membres du Pôle SRS, les chefs de la stabilisation du PNUD dans chaque pays et d'autres entités telles que le projet de l'ONU sur la gestion des sorties de conflits armés. Les apports de ces consultations ont alimenté le projet de cadre de résultats qui a été achevé en septembre 2020.

Depuis octobre 2020, plusieurs ateliers virtuels ont été organisés par les Pôles du groupe de travail régional pour examiner et valider le projet de cadre. Le Cadre de résultats a été finalisé, ainsi que les orientations écrites et les outils d'accompagnement pour l'opérationnalisation aux niveaux régional et territorial. Sa diffusion auprès des acteurs de l'HDP est en cours par le biais du bureau des coordinateurs résidents, des bureaux des gouverneurs des territoires touchés par Boko Haram dans les États membres de la CBLT concernés et d'autres partenaires clés. Le cadre de résultats fournit le cadre pour le développement et la priorisation des actions clés pour chaque territoire à travers les PAT, il guidera la mise en œuvre et le suivi des PAT avec des indicateurs mesurables clairs qui sont alignés sur les neuf piliers et les 40 objectifs stratégiques. Il a également servi de cadre à l'examen des PAR. À titre d'exemple, le cadre de suivi et d'évaluation de chaque PAT devrait être aligné sur le cadre de résultats du SRS. Le Secrétariat continue de travailler avec les bureaux des gouverneurs pour assurer l'alignement entre le cadre de résultats et les PAT. Le Secrétariat est également en train de développer des directives et des modèles de rapports et va lancer une analyse de base pour les indicateurs.

### 2.3.3 *Le Plan d'Action Territorial et les Groupes de travail inter piliers*

Les PAT sont au cœur de l'offre de la Stratégie aux personnes vivant dans les zones de crise du BLT. La raison d'être des PAT est que les acteurs de l'HDP travaillant sur la stabilisation, le redressement et la résilience soutiennent les bureaux des gouverneurs pour développer des plans pratiques, pour la transition graduelle de la réponse humanitaire d'urgence à la stabilisation, au redressement précoce et aux réponses de développement. Ils constituent les fondements de la localisation et de la mise en œuvre de la SRS. Les PAT représentent des ensembles complets d'interventions et d'actions clés pour les cinq prochaines années qui s'alignent sur la vision de l'avenir du territoire, exprimée par les bureaux des gouverneurs. En outre, les interventions transfrontalières qui feront progresser les objectifs de stabilisation et de développement du territoire doivent être incluses par les différents bureaux des gouverneurs en collaboration.

L'élaboration des PAT est un processus très difficile. Pour être efficaces, les PAT doivent intégrer l'apport de multiples parties prenantes, notamment les OSC et les communautés locales, afin d'être véritablement fondés sur la demande et les besoins.

En 2020, le processus d'élaboration des PAT a été très vulnérable au début de la pandémie et aux restrictions concomitantes. Les gouverneurs sont à la tête de ce processus, et il est nécessaire d'avoir des échanges et des discussions approfondies pour développer des visions et des concepts congruents qui facilitent les synergies transfrontalières entre les territoires. Le Secrétariat a tenu des réunions bilatérales productives avec le bureau de chaque gouverneur, mais celles-ci ne peuvent pas compenser les réunions multilatérales en personne entre toutes les personnes impliquées dans le processus d'élaboration de ces PAT. Les plans de travail existants dans les huit territoires reflètent certaines différences par rapport aux priorités établies par le PAT et il est nécessaire de les adapter et de délibérer davantage pour harmoniser leurs approches.

Néanmoins, l'élaboration des PAT se poursuit. Chaque bureau de gouverneur a nommé au moins deux points focaux du PAT. Un consultant régional et

des consultants nationaux dans chacun des quatre pays ont également été recrutés pour apporter un soutien essentiel au Secrétariat dans l'avancement de l'élaboration des PAT. Les consultants et les points focaux ont engagé un grand nombre de parties prenantes avec le soutien des quatre bureaux des coordinateurs résidents des Nations unies, y compris des organisations mettant en œuvre des activités sur leur territoire. Ils l'ont fait pour assurer une adhésion aussi large que possible aux PAT. Les parties prenantes qui ont été consultées sont encouragées à rejoindre les groupes de travail territoriaux qui ont été organisés pour les trois pôles, comme au niveau régional. Les points focaux des Gouverneurs dirigent l'interaction avec les Groupes de travail inter piliers.

Les consultants régionaux et nationaux ont également tenu des réunions avec les huit bureaux des gouverneurs. A ce jour, des Groupes de travail inter piliers ont été créés dans chacun des huit territoires : Diffa au Niger ; Extrême-Nord et Nord au Cameroun ; Lac et Hadjer Lamis au Tchad ; et Borno, Yobe et Adamawa au Nigeria. Chacun de ces huit territoires devrait finaliser son PAT à la mi-2021. Le Secrétariat de la SRS assurera un contrôle de qualité pour garantir l'alignement de chaque PAT sur la stratégie de la SRS, les autres documents de politique et le cadre de résultats de la SRS.

## 2.4 Les facilitateurs transfrontaliers de la SRS

### 2.4.1 Le Forum des Gouverneurs

La création du Forum des Gouverneurs en 2018 a constitué une étape majeure vers l'institutionnalisation

de la SRS.<sup>9</sup> La deuxième réunion du Forum, organisée en 2019, a mis en évidence son potentiel en tant que mécanisme permettant de faire face aux menaces communes et de tirer parti des opportunités transfrontalières.<sup>10</sup> La troisième réunion du Forum, prévue en 2020, a été reportée au deuxième trimestre de 2021 en raison de la pandémie du COVID-19.

Les huit gouverneurs, et leurs administrations, sont dans une position unique pour piloter la mise en œuvre des objectifs stratégiques de la SRS et l'institutionnalisation et la localisation nécessaires au niveau territorial. L'architecture de la stratégie les relie à un vaste réseau de partenaires qui peut catalyser l'efficacité opérationnelle et la mobilisation des ressources. Ils sont à l'intersection des opérations territoriales, de la coordination et de la coopération transfrontalières, et des partenariats. Comme le souligne la stratégie :

En reconnaissant la position et l'intérêt uniques des gouverneurs de la sous-région pour faciliter et aider à diriger les efforts de stabilisation, les gouverneurs des États/régions autour du lac Tchad deviendront les principaux gardiens de la mise en œuvre de la stratégie. Compte tenu de ce rôle, le Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad devient également une plateforme importante pour le partage d'informations, de connaissances et de progrès sur la mise en œuvre de la stratégie afin de promouvoir les meilleures pratiques spécifiques au contexte pour la stabilisation de la sous-région.<sup>11</sup>

Le troisième Forum des gouverneurs sera accueilli par le Cameroun à Yaoundé en 2021. En amont du Forum, le Secrétariat a pris une série d'actions préparatoires. En novembre 2020, le Secrétariat a organisé une consultation virtuelle avec les

<sup>9</sup> Lors de la réunion inaugurale à Maiduguri les 8 et 9 mai 2018, huit gouverneurs du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria se sont réunis avec plus de 150 parties prenantes représentant des institutions nationales, des partenaires multilatéraux et bilatéraux, ainsi que la société civile de la région. Le Forum est né des recommandations de la réunion des hauts fonctionnaires du Groupe consultatif d'Oslo sur la prévention et la stabilisation dans la région du lac Tchad, qui s'est tenue à Berlin en septembre 2017. Les gouverneurs présents à la réunion inaugurale du Forum ont convenu qu'ils utiliseraient le Forum comme un mécanisme pour faire avancer le programme de stabilisation, de paix et de développement durable dans le bassin du lac Tchad, notamment en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation régionale élaborée par l'Union africaine et la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT). Voir " Rapport de la réunion inaugurale du Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad pour la coopération régionale en matière de stabilisation, de consolidation de la paix et de développement durable dans la région touchée par Boko Haram ", 14 Août 2018. <https://reliefweb.int/report/Nigeria/report-inaugural-meeting-lake-chad-basin-governors-forum-regional-cooperation>.

<sup>10</sup> Lors de la deuxième réunion, les gouverneurs ont convenu entre autres d'assumer son rôle de principal mécanisme de coopération transfrontalière dans la mise en œuvre de la SRS, de s'engager dans la conception et la mise en œuvre des PAT. Voir "Deuxième réunion du Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad", Rapport final.

<sup>11</sup> La SRS, p. 26.

représentants des gouverneurs. La réunion virtuelle a permis d'élaborer un projet de concept et d'ordre du jour pour le Forum. La réunion de novembre a été suivie d'une réunion en face à face de tous les représentants des gouverneurs en décembre 2020 à N'Djamena. Cette réunion a permis d'approuver et de valider les priorités collectives des gouverneurs et de convenir des questions thématiques clés à débattre lors du Forum. La réunion a également présenté des recommandations pour renforcer la mise en œuvre du SRS au niveau territorial. Il s'agit notamment d'une capacité de suivi, d'établissement de rapports et de coordination au niveau des gouverneurs, afin de soutenir la coordination technique au sein du Groupe de travail inter pilier et d'assurer la collecte de données et l'établissement de rapports sur les progrès de la mise en œuvre de la SRS au niveau territorial. D'autres préparations ultérieures pour soutenir le Forum sont le développement de sites web dédiés au Forum pour améliorer la communication et l'accès aux ressources de base et la commande de documents de base et d'un documentaire pour les sessions dédiées du Forum.

Le troisième Forum des gouverneurs examinera les progrès réalisés dans la mise en œuvre des interventions de stabilisation et évaluera les situations humanitaires et de développement, y compris la coopération civilo-militaire et humanitaire dans la région. Le Forum explorera également de nouvelles opportunités pour des interventions et une coopération transfrontalières pratiques, incluant éventuellement des options politiques régionales pour la réconciliation et la réintégration.

#### *2.4.2 La plateforme de la société civile*

La SRS appelle à une nouvelle méthode de travail qui reconnaît le rôle essentiel des différentes parties prenantes et l'impératif de coordination entre les parties prenantes aux niveaux local, national et régional, ainsi qu'au niveau continental, y compris les partenaires internationaux, les acteurs de la société civile et le secteur privé. Pour garantir l'appropriation locale, la SRS est conçu et mis en œuvre au niveau

local avec une supervision nationale et régionale par le biais des PAT. Les PAT sont ancrés dans une approche globale de la société qui met l'accent sur le besoin crucial de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de la SRS. La Stratégie reconnaît en outre que pour une appropriation locale et nationale efficace et solide du processus et pour sa légitimité, l'implication et le rôle des OSC ne peuvent être ignorés. Selon la Stratégie, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations communautaires ont un rôle particulièrement important à jouer dans la définition et la mise en œuvre des PAT. La SRS souligne l'importance de l'engagement actif des OSC pour mettre fin à la déconnexion "...souvent alimentés par une désaffection locale réelle et perçue et une aliénation de l'État... [Ils] ont une crédibilité locale en cherchant à renforcer la résilience de la communauté contre la radicalisation."<sup>12</sup>

En 2020, NORCAP a détaché un spécialiste des OSC pour soutenir l'accélération de la composante OSC de la SRS. La CUA, par l'intermédiaire de sa Direction des Citoyens de la Diaspora (CIDO), et l'UA-ECOSOC a également soutenu le déploiement de la composante OSC en fournissant des informations, notamment sur le développement de la base de données des OSC. Le lancement de la plateforme régionale de la société civile a eu lieu le 3 décembre 2020, en présence d'environ 80 participants.

Les capacités créées au sein du nouveau secrétariat de la SRS permettent à la CBLT d'aller au-delà de la simple facilitation de la participation. Elles peuvent stimuler l'engagement systématique et le renforcement des capacités des OSC pour qu'elles remplissent leur rôle régional essentiel et contribuent à la coordination, à l'efficacité et à la pertinence plus larges des efforts de la SRS. Dans cette optique, la nouvelle stratégie d'engagement des OSC constitue une contribution et un engagement majeurs au renforcement systématique des capacités de la société civile. Elle élargira les réseaux de la société civile existant dans la région, y compris au niveau territorial, et renforcera leurs capacités organisationnelles afin de contribuer à la localisation et à la mise en œuvre de la SRS.

<sup>12</sup> The RSS, 51.

## 2.5 Renforcement de la coopération civilo-militaire avec la FMM

L'une des composantes centrales de la SRS est la cellule de coopération civilo-militaire (CIMIC) de la CBLT-FMM. Ses objectifs sont interdépendants : Premièrement, assurer une supervision civile adéquate de la cellule CIMIC et, deuxièmement, aider la FMM à mieux coopérer et coordonner avec les acteurs humanitaires opérant dans la région. Le troisième objectif est de renforcer les relations affaiblies entre la FMM et les communautés affectées afin d'améliorer la communication, de rétablir la confiance et d'assurer le partage des informations entre les communautés et la FMM par le biais de protocoles d'information appropriés et fiables. L'objectif global est d'assurer la planification, l'enchaînement et la coordination des initiatives visant à étendre l'accès humanitaire, le retour en toute sécurité des réfugiés et l'ouverture sécurisée des frontières, le tout pour soutenir la mobilité humaine, le commerce transfrontalier et d'autres activités pertinentes.

Le recrutement d'un conseiller en coopération civilo-militaire en octobre 2020 a permis d'améliorer la coordination globale, la supervision et le soutien à la FMM. De novembre à décembre 2020, le Secrétariat a collaboré et consulté plusieurs parties prenantes pour renforcer les relations et faire avancer le mandat de la CIMIC. Les progrès réalisés au cours des deux derniers mois de l'année comprennent l'élaboration, l'examen et la validation des termes de référence de la cellule CIMIC de la CBLT-FMM et l'élaboration de la stratégie de communication stratégique (StratComm) en collaboration avec l'équipe de prévention de l'extrémisme violent (PEV) du PNUD.

La création de la cellule représente une étape importante dans l'opérationnalisation de la SRS. Elle s'est avérée être un moyen efficace pour établir une coopération solide avec la FMM, y compris l'identification des lacunes en matière de capacités, nécessaires pour assurer une meilleure compréhension du rôle de la FMM dans la mise en

œuvre de la stratégie. Plus précisément, la création de la cellule a également contribué à renforcer le contrôle civil des fonctions CIMIC de la FMM. La cellule a également mobilisé la collaboration de la FMM pour identifier les interventions transfrontalières clés en donnant la priorité aux considérations de sécurité dans le processus d'identification. Pour 2021, l'attention de la cellule se concentrera sur les points suivants :

- **Améliorer la politique, le plaidoyer, le conseil et la formation en matière de CIMIC.** La Cellule soutiendra la diffusion de directives génériques sur la coopération civilo-militaire, plaidera pour une plus grande implication des civils dans les questions de sécurité, et soutiendra la formation de la FMM et des acteurs de la sécurité nationale concernés si nécessaire.
- **Faciliter le fonctionnement efficace du réseau CIMIC et la coopération transfrontalière.** La cellule renforcera les interactions entre les parties prenantes essentielles, les communautés et les OSC afin de renforcer les relations entre les militaires et les communautés et l'échange d'informations.
- **Faciliter la mise en œuvre du plan d'action civilo-militaire StratComm sur la PEV.** Assurer la participation de multiples parties prenantes à la mise en œuvre de la StratComm.
- **Renforcer la coopération et la collaboration avec les acteurs humanitaires.** La cellule facilitera le développement de directives de coordination civilo-militaire humanitaire spécifiques à la CBLT pour l'engagement des acteurs humanitaires avec les FMM et les forces de sécurité nationales et facilitera l'organisation du dialogue humanitaire-sécurité dans la région BLT en collaboration avec les acteurs humanitaires tels que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et la CDHNU.

---

Chapitre 3

# PROGRÈS ACCOMPLIS À TRAVERS LES PÔLES

## Chapitre 3

# PROGRÈS ACCOMPLIS À TRAVERS LES PÔLES

Pour une coordination efficace des interventions et du soutien technique, le Groupe de travail régional sur la SRS comprend des Pôles, alignés sur les neuf piliers d'intervention de la SRS et les quarante objectifs stratégiques (Annexe B). Les trois groupes sont également conçus pour s'aligner sur les cadres nationaux d'assistance des Nations unies, la stratégie de l'UA pour le Sahel et la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel. Les trois Pôles sont la gouvernance, le développement et l'humanitaire, et la sécurité et la protection. Ces trois Pôles rassemblent les membres du Groupe de travail régional SRS pour favoriser le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix et promouvoir une nouvelle façon de travailler dans la région BLT.

### 3.1 Progrès du Pôle sur la gouvernance

Le Pôle sur la gouvernance comprend le pilier 1 sur la coopération politique et le pilier 5 sur la gouvernance et le contrat social. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le PNUD sont les responsables du Pôle sur la gouvernance. Au cours de la période de référence, des progrès importants ont été réalisés dans quatre domaines principaux : La contribution aux efforts au niveau régional (pilier 1, objectifs 1, 3 et 4) ; l'harmonisation des approches (pilier 1, objectif 2) ; les initiatives transfrontalières (pilier 5, objectif 21) ; et la bonne gouvernance, l'état de droit et la qualité des services (pilier 5, objectifs 17, 18, 19 et 20). Il existe d'importantes possibilités pour les parties prenantes de passer de la nature ad hoc actuelle de la prestation des interventions

à une approche stratégique plus coordonnée et collaborative qui permettrait une utilisation plus efficace des ressources et de l'expertise.



#### PILIER 1

#### *Renforcer la coopération politique*

Pour renforcer la coopération politique, la cohérence et la complémentarité entre les États membres du BLT en vue de la mise en œuvre de la SRS, les représentants spéciaux du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et son homologue pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont effectué une tournée des pays du BLT au cours de la période considérée. Ils étaient accompagnés du directeur exécutif du Comité contre le terrorisme des Nations unies et du représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel afin de promouvoir des approches régionales en matière de désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration (DDRR) et de recherche, poursuite, réhabilitation et réintégration (SPRR).<sup>13</sup> En outre, pour renforcer et améliorer la coopération intra et interrégionale en faveur de la SRS, des tournées de présentation ont été organisées au Nigeria. Cela a complété la campagne nationale de sensibilisation et de popularisation de la SRS qui a débuté en 2019 au Tchad, au Niger et au Cameroun. Des missions supplémentaires visant à populariser davantage la SRS et à faire progresser l'engagement politique ont eu lieu à Dakar, au Sénégal, afin de mobiliser les agences, les programmes et les fonds des Nations unies d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Une autre mission politique en Côte d'Ivoire a permis à la CBLT

<sup>13</sup> Le SPRR et le DDRR relèvent des objectifs 9 à 12 du troisième pilier. En revanche, les efforts d'harmonisation relèvent du pilier 1, objectif 2.

d'engager la Banque africaine de développement (BAD). Dans l'ensemble, ces missions SRS dans les États membres et les bureaux régionaux de l'UA, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la CBLT ont renforcé la coopération politique avec les principaux acteurs et parties prenantes politiques nationaux et régionaux en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.



## PILIER 5

*Appui à la gouvernance  
et aux contrats sociaux*

Le PNUD est l'un des principaux partenaires de la CBLT dans la mise en œuvre du SRS et met actuellement en œuvre des interventions de stabilisation dans les quatre pays du lac Tchad par le biais de la FRS. La FRS du PNUD a aidé les gouvernements et les autorités locales touchées à renforcer les contrats sociaux, à rétablir la confiance, la loi et l'ordre, à ouvrir de nouveaux canaux pour le commerce transfrontalier et à construire des infrastructures, telles que des routes transfrontalières, notamment dans la région frontalière du Nigeria et du Cameroun. La Facilité a amélioré la sécurité des communautés touchées par la construction d'infrastructures de sécurité et la formation du personnel de sécurité. Ce résultat a été obtenu grâce à ses activités de subsistance : la construction de plus de 1800 éléments d'infrastructure, notamment des conduites d'eau, des magasins, des étals de marché, des logements, des installations sanitaires et des écoles. Il soutient également l'ouverture de nouveaux marchés et l'amélioration des moyens de subsistance grâce aux opportunités économiques transfrontalières. Un résumé du rapport annuel de la FRS est joint en annexe.

### 3.2 Progrès du Pôle sur l'aide humanitaire et le développement

Le Pôle sur l'aide humanitaire et le développement comprend le pilier 4 sur l'aide humanitaire, le pilier 6 sur le redressement socio-économique et la durabilité environnementale, et le pilier 7 sur l'éducation, l'apprentissage et les compétences. Le

pôle est co-dirigé par le département des affaires sociales de l'UA et l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche. Le pilier 4 de la SRS fait de l'aide humanitaire l'un de ses principes clés, en se concentrant sur les interventions visant à sauver des vies (objectif 13), le retour volontaire, sûr et digne des personnes déplacées et des réfugiés (objectif 14), la protection (objectif 15) et le soutien psychosocial (objectif 16). La stratégie prévoit une approche coordonnée entre les acteurs du développement humanitaire et de la paix, qui contribuent principalement aux piliers 4, 6 et 7 de la stratégie.

Tous les membres du groupe de travail régional qui fournissent une aide humanitaire, un soutien au redressement et à la stabilisation gèrent des programmes intégrés qui couvrent un large éventail d'activités répondant à plusieurs objectifs stratégiques de la SRS. Par exemple, le programme de consolidation de la paix de l'OIM dans la province du Lac au Tchad aide les communautés à développer des moyens de subsistance durables, comprend un soutien à la formation professionnelle par le biais de 17 coopératives, et intègre des approches de transformation des conflits. Le Programme alimentaire mondial travaille au Tchad et au Niger et a aidé plus de 700 000 rapatriés en leur apportant un soutien immédiat pour sauver des vies et une aide subséquente pour leurs moyens de subsistance, et au Nigeria 200 000 bénéficiaires dans les États de Borno, Adamawa et Yobe. Plan International applique une approche intégrée de même ampleur dans les régions de l'Extrême-Nord du Cameroun, de Diffa au Niger et de Borno au Nigeria.

Ces programmes intégrés démontrent l'importance et la réalisation des approches de la société dans son ensemble. Ils nécessitent une coordination considérable avec de multiples acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et peuvent, grâce à une coopération intelligente, développer des synergies efficaces entre les programmes. L'architecture de la SRS offre une plateforme importante pour accroître la visibilité et soutenir une meilleure coordination de ces efforts.

Ceux-ci deviennent d'autant plus pressants que ces approches intégrées sont confrontées à des défis

accrus et multiformes découlant du COVID-19 sur les efforts de stabilisation.



#### **PILIER 4**

##### *Fournir une assistance humanitaire*

La plupart des acteurs intervenant dans le BLT aident les populations affectées en leur fournissant une assistance vitale de base, notamment de la nourriture et des articles non alimentaires, de l'eau potable et des services de santé et d'assainissement. Cependant, peu de données ont été fournies au Secrétariat SRS de la CBLT pour être incluses dans ce rapport.

La matrice de suivi des déplacements de l'OIM, un système de gestion de l'information, permet de suivre les déplacements et la mobilité des populations, en recueillant des données dans la région BLT qui sont précieuses pour analyser les tendances en matière de déplacement et pour éclairer la prise de décision concernant l'aide aux communautés touchées et le retour volontaire, sûr et digne. Il illustre la valeur d'une solide plateforme de gestion des connaissances pour garantir que les efforts de stabilisation, de redressement et de développement soient fondés sur des preuves et répondent aux besoins réels des communautés.

L'impact des traumatismes en tant qu'obstacle à l'engagement communautaire et à la mise en œuvre des projets est souvent sous-estimé et insuffisamment pris en compte dans les programmes. La stratégie souligne son importance dans ses objectifs stratégiques 15 et 16. La Commission de l'UA collabore avec le Secrétariat SRS de la CBLT, l'OIM et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) pour fournir une formation conçue pour améliorer la prestation du soutien psychosocial par le biais de praticiens communautaires locaux et de personnel de santé dans les huit territoires touchés. Au cours de l'année 2020, la programmation humanitaire de l'OIM dans le nord-est du Nigéria a touché près d'un million de personnes déplacées par le conflit et de rapatriés ayant besoin d'un soutien psychosocial. Vivant dans des camps, des établissements informels et des

communautés d'accueil dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe, ces personnes bénéficient de services et d'activités de soutien psychosocial et de santé mentale directs par le biais de centres de ressources/espaces sécurisés de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS) et du déploiement d'équipes mobiles MHPSS dédiées, d'équipes d'orientation en santé mentale, d'animateurs communautaires et d'infirmiers psychiatriques. D'autres organisations, comme Plan International, intègrent le soutien psychosocial dans nombre de leurs projets.

Les efforts de stabilisation, de redressement et de développement pourraient bénéficier d'une approche de programmation plus systématique et intégrée pour traiter les traumatismes subis, et qui continuent de l'être, par de nombreux membres des communautés cibles, y compris non seulement les victimes de l'extrémisme violent, mais aussi les forces de sécurité et les autres personnes affectées.



#### **PILIER 6**

##### *Promouvoir le Redressement et la Durabilité*

De nombreuses initiatives dans la région soutiennent les moyens de subsistance durables. La FRS du PNUD, par exemple, investit dans les infrastructures de base et les services essentiels, et soutient l'amélioration des moyens de subsistance des groupes les plus touchés et les plus vulnérables dans les communautés affectées de la région BLT. En ce sens, les activités mises en œuvre par la FRS du PNUD améliorent l'accès aux zones difficiles à atteindre et préparent le terrain pour le redressement et la durabilité. Dans les quatre pays, les soutiens qui se concentrent sur les femmes et les jeunes aident à lancer les communautés vers de nouvelles opportunités de marché, améliorant l'accès aux options de subsistance, rétablissant la confiance entre les communautés et le gouvernement - rétablissant ainsi les liens du contrat social périmés.





Pendant de nombreuses décennies, les huit territoires touchés ont été caractérisés par la faiblesse et l'inadéquation des investissements dans les infrastructures en vue de l'intégration économique régionale ; cet échec est corrigé par la SRS. La mobilité dans la région est très faible, tant pour les personnes que pour les marchandises, ce qui entrave les investissements, gonfle les coûts de transport et perpétue la pauvreté et les conflits. Alors que de nombreux membres du groupe de travail régional investissent dans la construction d'infrastructures locales, il est nécessaire de réaliser des investissements à grande échelle, notamment dans les systèmes d'infrastructure. Le projet d'intégration du réseau routier régional du bassin du lac Tchad de la BAD, par exemple, prévoit la construction d'un pont sur le fleuve Logone entre Yagoua, au Cameroun, et Bongor, au Tchad. De

telles initiatives jouent un rôle important dans la stimulation du commerce et la promotion de l'intégration économique régionale. Il est nécessaire d'investir davantage pour améliorer les infrastructures routières et économiques reliant les quatre pays et pour ouvrir l'accès aux communautés isolées.

Les efforts transfrontaliers doivent également porter sur la protection de l'environnement et les moyens de subsistance. Les effets du changement climatique ne sont pas limités par les frontières. Les initiatives de protection de l'environnement ont plus de succès lorsqu'elles sont globales et cohérentes plutôt que limitées à un territoire. Le programme de la BAD visant à réhabiliter et à renforcer la résilience des systèmes socio-écologiques dans le bassin du lac Tchad vise à améliorer les conditions de vie des communautés

les plus touchées par l'insécurité et les risques climatiques.<sup>14</sup> Le projet, qui contribue au pilier 6 et aux objectifs stratégiques 22, 23 et 25, se concentre sur la réintégration sociale et économique en renforçant la résilience et la capacité d'adaptation au changement climatique des populations cibles, en augmentant leurs revenus et en les sensibilisant à la protection de l'environnement. Il fournit un instrument de financement commun aux communautés cibles à travers les zones frontalières.

### 3.3 Progrès du Pôle sur la sécurité et la protection

Le Pôle sur la sécurité et la protection comprend le Pilier 2 sur la sécurité et les droits de l'homme, le Pilier 3 sur le DDDR et le Pilier 8 sur la prévention de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix. De nombreuses initiatives liées à la sécurité et à la protection contribuent également aux objectifs stratégiques du Pilier 5 du Pôle sur la gouvernance et sont mentionnées ci-dessus. L'Institut d'études de sécurité, l'OIM, le HCR et l'ONU DC sont les co-responsables de ce pôle. Cette section attire l'attention sur la promotion des droits de l'homme et la gestion des groupes d'autodéfense (Pilier 2, objectif 8), notamment dans le contexte de la SPRR et du DDDR (Piliers 2 et 3, objectifs 7 et 9 à 12), et sur la prévention de l'extrémisme violent (Pilier 8) ; et les contributions au Pilier 2, objectif 5, sur le renforcement des opérations de la FMM.



#### PILIER 2

*Promouvoir la sécurité et les droits de l'homme*

Les initiatives soutenant la FMM qui contribuent au pilier 2, objectif 5, peuvent être divisées en trois types. Premièrement, la Commission de l'UA offre un soutien technique pour renforcer la capacité de la FMM à répondre aux besoins opérationnels des acteurs

humanitaires et de stabilisation. Deuxièmement, la formation technique et le renforcement des capacités des officiers de la FMM sur des questions telles que la protection des femmes et des filles pendant les opérations militaires, assurés par l'ONUFEMMES, et l'état de droit, les droits de l'homme et le traitement des personnes affiliées à Boko Haram, assurés par l'ONU DC, soutiennent la réalisation de cet objectif. Troisièmement, le projet régional PEV du PNUD<sup>15</sup> et la Radio Ndarason Internationale de l'Okapi ont développé une stratégie de contre-messagerie qui se concentre sur le renforcement des relations entre la communauté et l'armée dans la région.

Depuis octobre 2015, l'UA et ses partenaires, en particulier l'Union européenne (UE), ont continué à fournir un soutien financier et logistique supplémentaire à la FMM qui est aligné sur les besoins déclarés de la FMM et dans le cadre du protocole d'accord et de l'accord de mise en œuvre du soutien signé entre l'UA, la CBLT et les pays contributeurs de troupes de la FMM (TCC). L'UE poursuit son soutien à la FMM par l'intermédiaire de l'UA en utilisant la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique. Il convient de noter que la première phase du soutien de l'UE et de l'UA à la FMM, d'un montant de 45 millions d'euros, a pris fin en décembre 2020. L'UE a mis à disposition 20 millions d'euros par l'intermédiaire de l'UA, et 40 millions d'euros gérés directement par l'UE, pour poursuivre son soutien à la FMM dans le cadre d'une phase 2 allant de janvier à décembre 2021.

Le soutien supplémentaire de l'UE et de l'UA à la FMM en phase II comprend le service de mobilité aérienne (constitué de 3 hélicoptères pour la logistique, le mouvement du personnel et l'évacuation des blessés), les services médicaux de niveau III, le carburant pour les secteurs, le service de commandement, de contrôle, de communication et de système d'information (C3IS), l'indemnité de subsistance en mission (MSA) pour les officiers d'état-major du QG de la FMM, les salaires du personnel civil soutenant la FMM et les coûts de fonctionnement du QG de la MNJTF qui permettent au QG de planifier, coordonner

<sup>14</sup> Si les fonds contribuent principalement au sixième pilier, ils favorisent l'objectif 21 en tant qu'instrument de financement.

<sup>15</sup> Cette activité vise plusieurs objectifs en même temps, y compris les objectifs du huitième pilier.

et soutenir efficacement les opérations militaires conformément aux tâches qui lui sont assignées par le concept d'opérations. Le soutien de l'UE-UA à la FMM comprend également les équipes de soutien de la mission composée de : la cellule de soutien stratégique à la CUA (4 personnes) et la composante civile (11 personnes) aux QG de la FMM.

Avec la création de la cellule CIMIC, le soutien à la FMM devra aborder des questions plus stratégiques. L'UNITAR prévoit de renforcer les capacités de la FMM et de la cellule pour promouvoir la planification conjointe avec les forces de l'ordre. Dans la SRS, le lien critique entre l'armée et l'HDP est la question du séquençage. Cela soulève un large éventail de questions : À quoi ressemble l'interface entre les efforts militaires et civils à un niveau stratégique et tactique ? Quelles conditions doivent être réunies pour que les forces de sécurité et de police occupent un espace auparavant détenu par les militaires ? À l'avenir, il sera important de donner la priorité aux discussions multipartites et aux accords stratégiques et tactiques autour de la question du séquençage.

En outre, les activités de Boko Haram ont favorisé la formation et la croissance de différentes formes de groupes d'autodéfense communautaires informels. Nombre de ces groupes, comme la Force d'intervention conjointe civile (Civilian Joint Task Force) au Nigeria, ont soutenu les forces militaires dans leurs opérations contre Boko Haram. Au Cameroun et au Tchad, des décrets ont été publiés pour enregistrer et réglementer les comités de vigilance (*watchmen committees* en anglais). Néanmoins, dans de nombreux cas, ces comités de vigilance n'ont pas été enregistrés auprès des autorités et ont dépassé leur rôle d'autodéfense et de surveillance. Le fonctionnement de ces groupes d'entraide et de ces groupes de vigilance s'accompagne de risques liés aux droits de l'homme, ainsi que d'implications plus larges pour les communautés qu'ils protègent. Leurs activités ont le potentiel d'attirer la colère des factions de Boko Haram contre les communautés qu'elles protègent.

Les efforts de DDRR visant ces groupes requièrent avant tout une cartographie et une analyse détaillées

des situations pertinentes, ainsi que la publication de réglementations sur la sécurité communautaire et le rôle que les groupes de surveillance communautaire peuvent jouer dans la poursuite de cet objectif. Au Cameroun, le PNUD a réalisé une série d'études et de documents sur les comités de vigilance afin d'aider les autorités à développer leur approche en matière de contrôle et d'enregistrement des veilleurs et à les intégrer dans les plans de sécurité communautaire et les systèmes locaux d'alerte précoce. Le Secrétariat de la SRS a également commandé une étude régionale visant à élaborer des normes et des lignes directrices pour les opérations des vigiles, ainsi qu'un processus pour leur éventuelle réintégration et réabsorption dans les communautés et les agences de sécurité dans les quatre pays touchés.



### PILIER 3

#### DDRR et SPRR

Les membres du Groupe de travail régional et d'autres organisations sont conscients de l'importance de la protection des droits de l'homme et du respect de l'état de droit dans les processus de SPRR. Les violations des droits de l'homme, l'absence de procédure régulière et la détention indéfinie sont quelques-uns des principaux facteurs de radicalisation. L'absence d'un processus équitable et transparent de sélection et de poursuite des associés de Boko Haram peut éloigner les communautés des forces de sécurité et du système judiciaire.

Un projet régional de SPRR de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme de l'ONU/Bureau des Nations unies contre le terrorisme évalue les normes actuelles, identifie les bonnes pratiques et les enseignements tirés d'autres régions, et travaille avec les responsables des quatre pays riverains pour identifier les moyens de mettre en œuvre des normes SPRR communes, dans le respect des exigences internationales. En 2019, ces organisations se sont lancées dans une mission conjointe dans la région BLT, qui a encouragé l'élaboration d'une politique régionale de SPRR communautaire. Cette initiative a abouti à un effort conjoint pour développer une politique de réconciliation et de réintégration à base

communautaire sur la SPRR dans la région BLT. En outre, le PNUD s'efforce de donner aux OSC régionales, nationales et communautaires les moyens de normaliser les pratiques et les activités de la SPRR pour en faire des modèles applicables grâce à la coopération régionale, à l'échange de connaissances et à l'apprentissage mutuel des OSC engagées dans la SPRR. Les nouvelles initiatives ont pour but d'identifier et d'amplifier les solutions menées par les Africains pour résoudre les problèmes localisés qui entravent les processus de la SPRR.<sup>16</sup>

Un certain nombre d'organisations soutiennent les agences de justice et de sécurité pour renforcer le respect des droits de l'homme dans les affaires impliquant des associés de Boko Haram. Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, la FRS du PNUD travaille avec le bureau du procureur pour former la police judiciaire.<sup>17</sup> Un défi majeur auquel le projet a été confronté est la compétence concurrente du système de justice militaire pour traiter les cas de personnes liées au terrorisme. L'OIM au Niger a soutenu la mise en œuvre du « Programme national de prise en charge et de traitement des anciens associés de Boko Haram » du Niger en fournissant une formation et un renforcement des capacités aux entités gouvernementales impliquées dans le processus, notamment au centre de réhabilitation de Goudoumaria. L'OIM offre une formation similaire à la police judiciaire tchadienne et au ministère de la Femme et des Affaires sociales. D'autres organisations cherchent à accroître la surveillance et la responsabilité des fournisseurs de sécurité et des autorités locales en soutenant les systèmes de surveillance des droits de l'homme. L'Observatoire des droits de l'homme dans l'Extrême-Nord du Cameroun, par exemple, a été créé par le Réseau de sécurité humaine et des OSC locales, en partenariat avec l'Université de Maroua.

Les membres du Groupe de travail régional, comme l'OIM, aident les gouvernements à développer et à

mettre en œuvre un cadre juridique, institutionnel et opérationnel plus large pour le DDRR. Le BLT est également confrontée à des problèmes de sécurité découlant de la recrudescence des attaques de groupes armés non étatiques. Bien que la présence de Boko Haram ait éclipsé les activités des groupes criminels armés, ceux-ci restent une menace majeure pour la sécurité des communautés.



## PILIER 8

### *Prévention de l'extrémisme violent et consolidation de la paix*

De nombreux partenaires de mise en œuvre ont intégré des éléments de PEV dans leurs initiatives et interventions. Une initiative de l'UNESCO dans la région BLT se concentre sur le développement d'outils éducatifs transformateurs pour la PEV et forme des enseignants. Au Nigeria, par exemple, l'ONUDD a lancé un projet de formation de formateurs à la PEV à l'intention des agents chargés de l'application des lois, en mettant l'accent sur la police communautaire. Le PNUD a aidé le gouvernement du Cameroun à élaborer une stratégie nationale de PEV et a soutenu les gouvernements du Nigeria et du Tchad dans la mise en œuvre de leurs stratégies et plans d'action nationaux de PEV. L'Institut d'études de sécurité a mené des recherches et des analyses comparatives sur la radicalisation et l'extrémisme violent ; il s'est activement engagé et a partagé ses analyses avec des entités et des réseaux locaux, nationaux et régionaux.<sup>18</sup>

Compte tenu de la multitude d'initiatives en cours, il existe un risque réel de chevauchement et de redondance des efforts. L'architecture de la SRS offre la possibilité de coordonner les efforts, de synchroniser les activités et d'harmoniser les approches des partenaires de mise en œuvre travaillant dans les quatre États riverains.

<sup>16</sup> Le réseau mènera, à partir de 2021, des échanges continus de connaissances sur les bonnes pratiques existantes et les leçons apprises sur le terrain. Il plaidera en faveur d'approches SPRR informées par l'ensemble de la société afin d'améliorer la faisabilité et la légitimité des politiques nationales de réintégration par une conception inclusive, mais aussi pour permettre une meilleure protection des acteurs de première ligne des OSC.

<sup>17</sup> Contribuer au pilier 2, objectif 8, et au pilier 5, objectifs 18 et 19.

<sup>18</sup> Ceci contribue à la fois au pilier 8 et au pilier 9, objectif 40.

---

Chapitre 4

# QUESTIONS TRANSVERSALES

---

## Chapitre 4

# QUESTIONS TRANSVERSALES

### 4.1 Autonomisation des femmes et des jeunes

Le pilier 9 de la SRS comprend des objectifs stratégiques transversaux visant à l'autonomisation et à l'inclusion des femmes et des jeunes. Il s'agit de la protection des femmes et des filles contre toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus (objectif 37) ; de la promotion de l'autonomisation et des droits socio-économiques (objectif 38) ; de l'engagement des jeunes dans des dialogues structurés (objectif 39) ; et du suivi et de la responsabilité des initiatives pour garantir des approches sensibles au genre et à la jeunesse (objectif 40).

La grande majorité des initiatives ont indiqué qu'elles ciblaient systématiquement les femmes et les jeunes, ou du moins qu'elles encourageaient leur participation (annexe B). L'aide humanitaire intègre systématiquement les perspectives des femmes et des jeunes dans sa programmation. Les programmes relatifs aux moyens de subsistance et au relèvement rapide sont spécifiquement axés sur les jeunes et les femmes. Les femmes et les jeunes jouent un rôle de premier plan dans les initiatives de médiation des conflits et de consolidation de la paix de nombreuses organisations. ONU-FEMME, le PNUD, le Fonds d'urgence des Nations unies pour les enfants et d'autres organisations ont organisé des formations pour les femmes et les jeunes en tant que médiateurs de conflits.<sup>19</sup> La CMI Maarti Ahtisaari Peace Foundation et l'équipe SRS de l'UA lancent l'initiative Femwise de l'UA, un programme de renforcement des capacités de médiation pour les femmes. La Commission de l'UA soutient

l'engagement des jeunes dans des dialogues structurés par le biais de son programme «Jeunesse pour la paix» et met en place un vaste réseau de jeunes pour la région.<sup>20</sup>

Au Nigeria, l'ONUDC renforce les capacités des femmes travaillant dans le secteur de la justice, en partenariat avec l'Association nationale des femmes juges, et permet aux femmes juges de faire progresser l'accès à la justice pour les populations touchées dans la région. Ces initiatives contribuent à de multiples objectifs stratégiques, tels que le renforcement de l'état de droit (objectif 19) et la fourniture de services publics (objectif 18), ainsi que la promotion du rôle des femmes dans le service public et aux postes d'autorité (objectif 38). Pour une mise en œuvre réussie de la stratégie, et conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, davantage d'initiatives devraient se concentrer sur la garantie que les initiatives de renforcement institutionnel, telles que l'application de la loi, incluent l'autonomisation des femmes et des jeunes pour travailler avec et au sein de ces institutions.

En tant que composante centrale de son programme régional, l'OIM mène des recherches au niveau régional pour mieux comprendre comment le genre affecte les besoins et les attentes des communautés, des acteurs gouvernementaux et des personnes qui se sont désengagées de Boko Haram. Cela permettra de formuler des recommandations pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes de DDDR sensibles au genre et tenant compte de la dimension de genre.

---

<sup>19</sup> Contribution to objectives 28, 39 and 40.

<sup>20</sup> Contribution to objectives 38 and 39.

---

Chapitre 5

# DÉFIS ET RECOMMANDATIONS

---

## Chapitre 5

# DÉFIS ET RECOMMANDATIONS

La portée régionale et transfrontalière de la SRS a exigé une coopération, une collaboration et une coordination extraordinaires, entre de multiples parties prenantes dans de multiples secteurs et dans quatre pays et huit territoires, ne serait-ce que pour arriver au stade actuel de son évolution. La mise en place d'un mécanisme de coordination efficace et solide, qui rassemble différents partenaires aux niveaux politique et technique et à travers les niveaux régional, national et territorial, a été un immense défi.

### 5.1 Défis

**Cadre politique :** Les systèmes politiques des quatre pays diffèrent, le Nigeria ayant un système politique nettement différent de celui du Cameroun, du Tchad et du Niger. Au Nigeria, les gouverneurs des territoires touchés sont élus et jouissent d'un mandat constitutionnel de quatre ans, assorti d'un pouvoir exécutif important, à moins qu'ils ne soient destitués entre-temps. En revanche, les gouverneurs des territoires concernés au Cameroun, au Tchad et au Niger sont des fonctionnaires nommés par les présidents des pays concernés. La variation du système politique et des niveaux d'autorité et de pouvoir indépendants, en particulier dans les cas des trois pays francophones de la région, a affecté l'engagement politique avec certains bureaux de gouverneurs en raison du taux de rotation élevé dans leurs rangs. Un autre défi connexe concerne les configurations politiques au Cameroun et au Niger avec la création de conseils régionaux qui coordonnent les différents territoires relevant de leur compétence. Dans certains cas, cela se traduit par un manque de clarté au Cameroun et au Niger sur le mandat de ces conseils régionaux en ce qui concerne la coordination et la mise en œuvre de la SRS au niveau local.

**Coordination :** Grâce à la SRS, la CBLT a établi de solides relations de travail avec divers partenaires, aidée par le fonctionnement du Groupe de travail régional de la SRS. De nombreux partenaires (ONU et autres) sont très intéressés par une collaboration avec la CBLT dans le cadre de la SRS. Cependant, certains ont exprimé le besoin que les attentes des partenaires soient mieux articulées et communiquées par la CBLT afin d'assurer une compréhension cohérente du rôle de chaque partenaire dans la structure de coordination de la SRS. Au niveau régional, la coordination est plus institutionnalisée, avec l'énorme présence des entités de l'ONU et la participation limitée des ONG, du secteur privé et du monde universitaire. La nécessité de renforcer la coordination avec les entités non onusiennes est essentielle dans l'intérêt d'une plus grande inclusion et de l'appropriation de la SRS par les institutions régionales et locales. Néanmoins, la coordination et le partage d'informations entre les acteurs du Pôle Développement et Humanitaire se sont avérés difficiles, avec un manque de soutien et d'engagement significatifs de la part des membres de ce Pôle. Le succès de la SRS dépend énormément du soutien des partenaires des États membres de la CBLT, et les acteurs humanitaires et du développement représentent un pourcentage important de cette cohorte.

**Institutionnalisation :** L'institutionnalisation d'une réponse régionale à tous les niveaux n'est pas un processus simple ou direct, comme le démontrent les multiples structures et mécanismes de la SRS dans leurs efforts pour assurer une approche harmonisée permettant aux différents acteurs de la sécurité, de l'humanitaire, de la stabilisation et du développement de coordonner leurs efforts. Des



succès ont été signalés dans la mise en place des structures de gestion de la SRS et des catalyseurs régionaux au niveau régional, notamment : le Secrétariat, le Comité de pilotage, le groupe de travail régional avec ses pôles thématiques, la cellule CIMIC, la plateforme CSO et le Forum des Gouverneurs. Cependant, les efforts de stabilisation au niveau territorial ont été confrontés à divers défis d'institutionnalisation. En outre, et c'est important, le Forum parlementaire de la CBLT n'a pas encore été établi. Le manque de clarté concernant la configuration initiale, le financement et la relation avec le PNUD, ainsi que le rôle des autres acteurs de l'HDP, constituent un défi permanent pour l'institutionnalisation de la SRS. Le rôle du Secrétariat dans la facilitation de la SRS s'inscrit dans ce défi plus large.

Si les acteurs de l'HDP s'alignent sur les objectifs généraux de la stratégie au niveau territorial, la plupart des agences continuent d'adopter une approche opérationnelle traditionnellement cloisonnée. Il est difficile de briser cette approche cloisonnée parmi les acteurs de l'HDP. Cela a entravé le processus de développement des PAT. Un autre défi qui a affecté la mise en œuvre du SRS est le manque de communication entre les acteurs de l'HDP aux niveaux, régional, national et territorial. Les informations partagées par le Secrétariat de la SRS au niveau régional ne sont pas régulièrement transmises à leurs homologues aux niveaux national et territorial.

**Épidémie du COVID-19 :** Flambée du COVID-19 : En 2019 et 2020, l'Afrique et le monde ont été confrontés à la poussée de la pandémie du COVID-19, qui a entraîné des restrictions de la mobilité des personnes et des populations dans toute la région. La pandémie du COVID-19, et bon nombre des mesures mises en place pour l'endiguer, ont également entravé et gêné les activités économiques dans toute la région, entraînant la fermeture d'écoles et d'autres services essentiels, entre autres mesures restrictives. Quatre Fiches des situations ont été produites conjointement par le PNUD, la CBLT et l'UA. Elles retracent et analysent l'évolution du COVID-19 et les stratégies de réponse dans les territoires de la CBLT au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria et fournissent une

première analyse rapide et une évaluation de ses implications pour les thèmes prioritaires de la SRS.

En conséquence, l'épidémie du COVID-19 et ses mesures d'endiguement ont bloqué les progrès dans la mise en œuvre du SRS à tous les niveaux. La capacité du Secrétariat a été considérablement réduite par l'épidémie, ce qui a empêché le recrutement rapide de personnes ayant les capacités requises. L'engagement avec les principales parties prenantes aux niveaux régional, national et territorial a été bloqué, ce qui a empêché les parties prenantes de comprendre leurs principales responsabilités et exigences et de s'engager efficacement dans la SRS. Les mesures imposées ont également ralenti l'engagement transfrontalier entre le Secrétariat et les différents bureaux des gouverneurs territoriaux, notamment en ce qui concerne l'élaboration des PAT. La plupart des partenaires de mise en œuvre travaillant sur le processus de dépistage, de poursuite et de réintégration dans la région ont également noté que l'épidémie du COVID-19 a considérablement ralenti leur travail, entraînant une augmentation des retards dans les tribunaux, la réhabilitation et les centres de détention.

**Sécurité :** Les États de la CBLT continuent de subir des activités violentes de la part des factions de Boko Haram, principalement de Boko Haram-Jamā'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihād (JAS) et de la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique. Ainsi, la situation sécuritaire dans la région reste volatile et a considérablement restreint l'accès à divers endroits autour de la région du bassin du lac Tchad. L'imprévisibilité de la situation sécuritaire rend également difficile pour les acteurs humanitaires l'accès et la livraison de l'aide humanitaire dans certains endroits. Dans de nombreux cas, les attaques sporadiques et imprévisibles des factions de Boko Haram ont bloqué les progrès des partenaires de mise en œuvre. La nature volatile de la situation sécuritaire dans la région BLT a, dans la plupart des cas, imposé des coûts élevés à la mise en œuvre et, par conséquent, à la réalisation des objectifs SRS. Les risques pour les initiatives SRS ont augmenté et l'accès à la population et aux bénéficiaires est devenu de plus en plus difficile pour les partenaires de mise en œuvre de la SRS.

**Opérationnel :** Le besoin crucial d'un système de soutien opérationnel adapté au travail de la SRS et mieux adapté au rythme de l'urgence est devenu un défi majeur. Les processus institutionnels sont parfois lents et, dans certains cas, entravent l'exécution et la mise en œuvre rapides et harmonieuses des activités.

**Gestion de l'information, suivi et rapports :** Le premier défi concerne la responsabilité et la question de savoir si le fait de fournir des informations sur une initiative, une politique ou un indicateur du cadre de résultats rend un partenaire responsable des résultats et des rapports dans ce domaine. Les partenaires, y compris les membres du groupe de travail régional, ont souligné la difficulté de fournir des rapports en temps voulu, ce qui pourrait devenir un fardeau ajouté aux responsabilités qui leur sont confiées. Un autre défi considérable est posé par le fait que de nombreuses initiatives ont lieu et sont mises en œuvre, mais que les informations ne sont pas nécessairement générées ou ne parviennent pas aux bureaux des gouverneurs ou au Secrétariat, pour un suivi et des rapports appropriés. Sur le plan technique/tactique, l'ampleur du SRS constitue également un défi pour la gestion de l'information, le suivi et les rapports. Enfin, la période au cours de laquelle le Secrétariat a élaboré le cadre de résultats et le présent rapport, de juin à décembre 2020, a été marquée par une multitude de défis liés au COVID-19, notamment l'impossibilité d'organiser des réunions en personne et les difficultés à s'engager au niveau local à des fins de suivi.

## 5.2 Enseignements

### *Nécessité d'un dialogue politique sur le rôle des différents niveaux de Gouvernement dans la région BLT*

Les différents systèmes politiques des quatre pays, ainsi que les niveaux de responsabilités et d'autorités politiques souvent impliqués, présentent des défis uniques en matière d'engagement politique et d'adhésion à la coopération et à la coordination régionales pour la réalisation des objectifs de la SRS. L'une des leçons cruciales du processus d'élaboration des PAT est la nécessité d'un engagement politique

régulier et soutenu avec les parties prenantes et les autorités concernées. Compte tenu de la nature du système de nomination dans les trois pays francophones de la région BLT, il n'est pas toujours évident de savoir avec qui s'engager. À cet égard, la nécessité d'un dialogue et d'une discussion entre experts sur la façon dont les différents systèmes dans la région BLT peuvent soutenir la stabilisation est impérative. Le GSI, issu du Groupe consultatif d'Oslo sur la prévention et la stabilisation dans la région du lac Tchad et chargé de soutenir la SRS, pourrait jouer un rôle important dans le lobbying en faveur d'un meilleur engagement. Le mandat de le GSI prévoit la représentation de la SRS auprès des différents gouvernements, des Nations unies et des entités non onusiennes au niveau national dans les quatre pays, y compris l'allocation budgétaire pour les interventions de stabilisation.

### *Le besoin crucial d'interventions transfrontalières*

Alors que l'opérationnalisation de la SRS au niveau territorial prévoyait un plan individuel pour chaque territoire, une action collaborative à travers la région et entre les territoires est également nécessaire. Diverses attaques, notamment des enlèvements et l'interruption de projets HDP, constituent un obstacle majeur aux interactions transfrontalières. Dans le même temps, le commerce transfrontalier et d'autres interactions bénéfiques sont essentiels à la mise en place d'une coopération interrégionale et à l'amélioration des moyens de subsistance des communautés, en particulier dans les zones frontalières. Ces interventions transfrontalières positives jouent de multiples rôles politiques et socio-économiques. Cet engagement est également susceptible de générer des avantages mutuels durables, tels que des postes de sécurité, une amélioration des infrastructures routières et des ponts, des projets de gestion de l'eau et des marchés frontaliers. Ces projets et avantages renforcent ensuite la poursuite du commerce transfrontalier dans les canaux formels et informels, ainsi que les intérêts mutuels des communautés qui renforcent la résilience contre de nouvelles attaques. Ensemble, ils contribueront également à assurer un engagement plus soutenu des acteurs nationaux et territoriaux dans la SRS.



© PNUD CHAD

### *La nécessité d'une coopération civilo-militaire*

Le processus de mise en place de la cellule CIMIC à travers de larges consultations avec la FMM et l'UA a engendré une dynamique positive et une approche progressive pour assurer le contrôle civil des activités de la FMM, y compris ses relations avec les communautés et son soutien aux droits de l'homme. L'engagement continu avec le QG de la FMM et le bureau sectoriel de la force opérationnelle de chaque pays assure une coordination rationalisée entre les acteurs de la stabilisation et les forces de sécurité pour atteindre l'objectif global de stabilisation et la lutte anti-insurrectionnelle contre Boko Haram. La stratégie StratComm, élaborée avec le soutien de l'équipe du PNUD chargée de la prévention de l'extrémisme violent, a ouvert la voie à un engagement plus ciblé et plus efficace des civils et des communautés dans la lutte globale contre Boko Haram.

### *Nécessité d'accélérer le lancement de la plateforme de gestion des connaissances de la SRS*

La communication et la gestion des connaissances sont au cœur de la mise en œuvre de la SRS, notamment en raison de son potentiel fédérateur et sans frontières. La pandémie du COVID-19 démontre que nous devons développer de nouvelles approches pour une communication efficace et pour concevoir ou adapter des outils aux besoins des populations locales. Le soutien apporté aux différents programmes pour un meilleur leadership en 2020 - PAT, cellule CIMIC, consultations des OSC, groupes de travail régionaux et visibilité de la CBLT - a été la première étape. Le lancement de la plateforme de gestion des connaissances du SRS est essentiel pour l'avenir du SRS et pour la coordination des praticiens, des ressources, de la gestion des données et des connaissances et du partage des informations.

## 5.3 Recommandations

### 1. Rôle des coordinateurs résidents

Dans une large mesure, le succès global de la SRS dépend de l'approfondissement et du renforcement de la coordination et de la collaboration entre les acteurs de l'HDP afin de favoriser une approche nexus et de soutenir une nouvelle façon de travailler dans la mise en œuvre de la SRS du BLT. La reconnaissance, la définition et le soutien du rôle des coordinateurs résidents dans la coordination des différents acteurs de l'HDP sont essentiels au succès de la SRS et à l'alignement global des interventions réalisées ou à réaliser par les acteurs sur les PAT. Il est recommandé que les bureaux des coordonnateurs résidents prennent l'initiative non seulement de la coordination, mais aussi de l'engagement avec les entités nationales clés et les ministères de tutelle concernés, afin de garantir un engagement au niveau national en vue de l'institutionnalisation de la SRS. Le rôle des bureaux des coordinateurs résidents, en particulier dans la dissociation de la SRS et la FRS, est essentiel pour clarifier la perception bien ancrée selon laquelle la SRS est synonyme de l'actuel programme de stabilisation du PNUD, ou va de pair avec lui. Cela permettra d'assurer un plus grand engagement des acteurs de l'HDP envers la SRS. Le Bureau de coordination du développement des Nations Unies peut jouer un rôle important en assurant le même niveau d'engagement et de soutien dans les quatre pays de la région BLT et en facilitant une communication régulière entre les entités onusiennes et non onusiennes par le biais du Bureau du coordinateur résident et humanitaire.

### 2. Comité de pilotage de la SRS

La stabilisation est en grande partie un processus politique et nécessite une interaction et un engagement politiques réguliers pour maintenir l'élan et tirer parti des succès. Cependant, les systèmes politiques variés des quatre pays, avec des niveaux de responsabilité et d'autorité politiques, présentent des défis politiques uniques qui nécessitent l'intervention politique du comité directeur. Une mission

conjointe du Comité de pilotage est donc recommandée pour créer une dynamique politique et plaider en faveur de la stabilité politique dans les territoires SRS. En outre, le nombre de membres du Comité de pilotage de la SRS devrait être élargi pour inclure les ministères compétents responsables de l'intervention de stabilisation au niveau national, ce qui devrait favoriser la cohérence entre les actions aux niveaux national et régional. Il est également recommandé que le GSI utilise son influence politique au niveau national et fasse pression pour une plus grande coordination et une plus grande attention à la SRS au niveau national.

### 3. Coordination des Groupes de travail régionaux avec les acteurs nationaux

La coordination technique et la communication sont essentielles au partage des informations, à une compréhension cohérente et à une vision globale efficace de la SRS, du niveau régional au niveau territorial en passant par le niveau national. Il est recommandé que les membres du groupe de travail régional s'efforcent d'améliorer la communication entre le niveau régional et les niveaux national et territorial. Pour que les acteurs de la stabilisation puissent coopérer et se coordonner, il est essentiel que l'information circule à travers les trois niveaux des structures politiques des quatre pays touchés, en passant par les groupes de travail jusqu'aux Groupes de travail inter piliers, et vice versa. Un flux d'informations et une communication plus fluide, et donc plus efficaces, faciliteraient l'engagement aux niveaux régional et territorial, amélioreraient la compréhension de la SRS et augmenteraient la participation locale au Groupes de travail inter piliers en vue d'une mise en œuvre efficace des PAT. À titre d'exemple, les membres du groupe de travail régional et des Groupes de travail inter piliers doivent renforcer leur coopération avec le secrétariat de la SRS et les bureaux des gouverneurs afin d'utiliser au mieux les informations et de permettre un suivi et des rapports précis. Dans cette optique, des

capacités supplémentaires et/ou renforcées au sein des bureaux des gouverneurs permettraient d'assurer un reporting régulier et harmonisé, sans surcharger les partenaires et les parties prenantes.

#### **4. La plateforme OSC de la SRS comme point d'entrée pour l'engagement des OSC**

Afin de renforcer les capacités de coordination des activités de la société civile liées à la SRS, les plateformes OSC territoriales doivent être les points d'entrée de toute activité de la SRS impliquant la société civile dans l'un des huit territoires de la région BLT. Cette approche rendra ces plateformes de la société civile plus efficaces et augmentera leurs capacités en termes de coordination. Une recommandation similaire est faite à tous les partenaires officiels de la SRS, dont la mise en œuvre des activités nécessite l'implication de la société civile au niveau territorial. Il est recommandé que ces partenaires du SRS travaillent systématiquement par le biais des plateformes d'OSC déjà en place dans les territoires et la région. Très présentes sur le territoire et membres des Groupes de Travail inter piliers, les plateformes d'OSC peuvent également s'engager dans des processus de collecte de données en soutien au mécanisme de suivi et d'évaluation et faciliter la gestion de l'information.

#### **5. Structure de coordination de la SRS**

Une révision des mécanismes de coordination et de prise de décision de la SRS est nécessaire pour simplifier sa structure complexe, ainsi que pour s'assurer que les ministères nationaux concernés par la mise en œuvre de la SRS font partie de la structure décisionnelle de la SRS. Deuxièmement, il est recommandé que le GSI et la communauté internationale continuent de plaider pour une plus grande attention nationale et internationale sur la stabilisation, le redressement et la résilience dans les territoires concernés du BLT. Les attentes d'une nouvelle façon de travailler impliquent une nouvelle façon de financer pour assurer un alignement plus fort des initiatives de stabilisation, de redressement et de résilience dans la région BLT sur les cadres

du SRS. Un tel plaidoyer de la part de le GSI pourrait également favoriser l'effort conjoint, la coordination et la collaboration des partenaires de mise en œuvre. Il est recommandé que le comité directeur envoie un message fort aux partenaires, afin d'assurer une coopération, une collaboration et une coordination significatives par le biais des mécanismes existants établis par la SRS de la CBLT.

En reconnaissance des défis auxquels sont confrontés les acteurs humanitaires, une session spéciale - Dialogue sur le développement humanitaire et la sécurité pour la CBLT - devrait être organisée dans le lieu le plus approprié avec les acteurs humanitaires, de développement et de sécurité concernés, afin d'évaluer les défis auxquels ils sont confrontés dans leurs engagements dans la région, de soutenir la stabilisation et de proposer une voie à suivre pour alléger les fardeaux imposés par ces défis.

#### **6. Financement des interventions de la SRS**

Sous la houlette du PNUD, des progrès significatifs ont été réalisés grâce à l'effort de stabilisation immédiat dans la région BLT, notamment le renforcement des contrats sociaux, la restauration de l'état de droit et l'amélioration des moyens de subsistance des femmes et des jeunes. Cependant, les efforts du PNUD à cet égard ne répondent pas à l'ensemble des neuf piliers et des quarante objectifs stratégiques. Par conséquent, le succès de la SRS dépend en grande partie de l'engagement efficace des autres acteurs de l'HDP et de l'alignement de leurs interventions sur les piliers, les objectifs stratégiques et les cadres de la SRS. Il est recommandé que le Comité de pilotage décide des canaux les plus appropriés pour le financement de la SRS, de manière à contribuer à l'efficacité, la cohérence et l'homogénéité de l'aide. En outre, ce choix devrait s'appuyer sur les efforts et les ressources considérables qui ont été consacrés à la création de mécanismes et d'outils de coordination, tout en élargissant les rangs des acteurs de la mise en œuvre dans tout le spectre de l'HDP.

## **7. Les bureaux des gouverneurs**

La SRS est fondée sur une nouvelle méthode de travail, à travers l'approche de la société dans son ensemble, qui relie les défis régionaux et les solutions aux communautés. Il ramène les communautés au centre de la solution, sous la direction des gouverneurs, et fournit un cadre pour la coopération régionale et transfrontalière, qui est essentielle pour faire face à la crise dans la région BLT. Les gouverneurs sont donc au centre de la mise en œuvre de la SRS ainsi que de la gestion des informations, du suivi et des rapports y afférents. Il est donc recommandé que le secrétariat de la SRS et les bureaux des gouverneurs travaillent encore plus étroitement à une plus grande institutionnalisation de la mise en œuvre de la SRS au sein des bureaux des gouverneurs afin d'assurer une meilleure compréhension du SRS et une approche encore plus coordonnée de la mise en œuvre des PAT. Il est également recommandé de créer rapidement et/ou d'améliorer la capacité de suivi et d'évaluation de la SRS dans chacun des bureaux des gouverneurs concernés, ainsi que dans le Secrétariat régional, afin de rendre la SRS opérationnel et de gérer l'information. Des normes minimales de reporting devront être assurées pour rendre compte de la qualité et de la rapidité de la mise en œuvre de la SRS et fournir des informations pour la prise de décision.

## **8. Capacité de stabilisation à long terme de la CBLT**

Le renforcement des capacités par le transfert d'expertise technique sur la stabilisation pour des opérations à plus long terme par la CBLT est également essentiel. Il est prévu que la CBLT finisse par assumer l'entière responsabilité de la dotation en personnel et du fonctionnement du secrétariat du SRS. Il est recommandé à tous les partenaires de la CBLT d'envisager le détachement de personnel, pour des périodes de courte/moyenne/longue durée, afin d'améliorer la compréhension de la SRS et de fournir une expertise pour le soutenir. Le soutien au renforcement des capacités doit être une priorité, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de plans pour que le personnel recruté par la CBLT travaille régulièrement aux côtés du personnel actuel du Secrétariat pour le coaching et le transfert de capacités. Dans un premier temps, la CBLT doit identifier des personnes de référence pour la stabilisation qui suivront les processus du Secrétariat de la SRS en 2021 afin de transférer les connaissances et de renforcer la mémoire institutionnelle. En outre, l'évaluation des capacités proposée devrait inclure un plan de sortie du soutien externe, avec un plan dédié pour sa mise en œuvre effective.

---

# ANNEXES

## Annexe A

# MÉTHODOLOGIE

Trois moyens différents de collecte de données ont été utilisés : une étude documentaire de la documentation fournie par le Secrétariat de la SRS, des entretiens semi-structurés avec le personnel du Secrétariat de la SRS, et un questionnaire administré à tous les membres du Groupe de travail régional de la SRS en tant qu'exécutants d'initiatives dans la région du BLT.

La recherche documentaire a consisté en un examen de tous les documents produits ou reçus par le Secrétariat jusqu'en décembre 2020, y compris la Stratégie, les documents et rapports de projet, les termes de référence, les notes conceptuelles et les documents finaux des réunions, ateliers et conférences de la SRS.

Des entretiens semi-structurés axés sur les activités, les étapes importantes, les défis et les enseignements tirés ont été menés avec le personnel du Secrétariat:

1. Chika Charles Aniekwe, Chef de la Stabilisation, Secrétariat SRS
2. Philip Attuquayefio, Phd, AUC, équipe SRS de l'UA
3. Pierre Bengono, Spécialiste en renforcement des capacités, Secrétariat SRS
4. Sara Bottin, Spécialiste du programme et du S&E, Secrétariat SRS
5. Peter Orr, Consultant international PAT
6. Lillie Ris, Consultant international Cadre des résultats

7. Adam Obatoki, Conseiller en coopération civilo-militaire, Secrétariat SRS
8. Shereen Dbouk, Conseiller en organisation de la société civile, Secrétariat SRS

Un questionnaire a été distribué à plus de 20 entités membres du groupe de travail régional sur la SRS, afin de recueillir un éventail aussi large que possible d'initiatives liées à la SRS. De nombreuses organisations ont pris conscience de la portée de la SRS au cours de l'année 2020 - par le biais, par exemple, d'une série de manifestations itinérantes - et il est donc peut-être trop tôt pour qu'elles aient pleinement aligné leurs travaux actuels sur les piliers et les structures de la SRS. Dans cette optique, le questionnaire a été conçu pour aider les organisations à identifier les initiatives qui contribuent à la SRS sans être nécessairement conceptualisées dans la perspective de la SRS.

## Qualité des données

Le rapport d'étape repose en grande partie sur les données et les informations mises à la disposition du Secrétariat de la SRS par les différents membres du groupe de travail régional et les autres parties prenantes. Malheureusement, certains destinataires du questionnaire n'ont pas fourni de réponses au moment de la finalisation de ce rapport et les données présentées peuvent donc être incomplètes. De plus, il y avait des variations significatives entre les questionnaires complétés en termes de qualité et de quantité de réponses. Cette répartition inégale a eu un impact sur la profondeur de l'analyse qui était possible, et risque d'entraîner une sous-déclaration sur certains thèmes et une surdéclaration sur d'autres. Par exemple, très peu d'organisations ont



déclaré avoir fourni une assistance humanitaire. S'il est probable qu'il y ait une grave lacune dans ce domaine, elle pourrait être plus accentuée dans ce rapport par le manque d'informations fournies.

Le questionnaire pourrait être réutilisé pour les futurs rapports d'étape avec quelques modifications en termes de processus et de format, en s'appuyant sur les leçons tirées de l'exercice actuel. Par exemple, les répondants au questionnaire ont besoin de suffisamment de temps pour le remplir. Très peu d'organisations ont réussi à renvoyer le questionnaire dans le délai initial. Le format du questionnaire pourrait également être adapté afin que les répondants puissent plus facilement faire référence aux mêmes initiatives signalées dans plusieurs questions.

## Analyse

L'analyse présentée dans ce rapport est fondée sur la vision, la mission, les principes et les concepts de la stratégie, notamment:

- “Gagner les cœurs et les esprits” : la confiance entre les communautés, les gouvernements et les prestataires de services de sécurité
- “La nouvelle façon de travailler”.
- Ne pas nuire
- Une approche globale de la société
- L'État de droit et la primauté des droits de l'homme
- Accent sur les enfants, les jeunes et les femmes
- Viabilité environnementale
- Principes humanitaires internationaux

## Aperçu du questionnaire

### PARTIE 1

**Comment votre organisation a-t-elle contribué à l'institutionnalisation de la SRS en 2020?**

**O**

**N**

|  |                            |                          |
|--|----------------------------|--------------------------|
| <p><b>1</b> Vos activités soutiennent-elles directement ou indirectement la coopération, la cohérence et la complémentarité en matière de stabilisation, de redressement et de résilience entre les États membres de la CBLT ? Par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En soutenant les États membres de la CBLT dans l'adoption de normes, de principes et de bonnes pratiques de gouvernance ?</li> <li>• En soutenant directement ou indirectement les gouvernements nationaux, le Forum des gouverneurs, la plateforme des OSC et le Forum interparlementaire dans ces efforts ?</li> <li>• Contribuer à renforcer et à améliorer la coopération intra et interrégionale pour la paix, la sécurité et le développement dans la région du BLT?</li> </ul> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/> |
|  | <p>Si oui, cliquez ici</p> |                          |
| <p><b>2</b> Vos activités contribuent-elles directement ou indirectement à renforcer les capacités du Secrétariat de la CBLT et/ou de la Commission de l'Union africaine?</p>  | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/> |
|  | <p>Si oui, cliquez ici</p> |                          |
| <p><b>3</b> Vos activités portent-elles sur les capacités de la Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) ? (Ceci inclut la coordination et les relations civilo-militaires)</p>   | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/> |
|  | <p>Si oui, cliquez ici</p> |                          |

**4** Certaines de vos activités ont-elles apporté un soutien direct ou indirect aux structures et processus de gouvernance sous-régionaux afin de promouvoir une gestion efficace des questions frontalières et transfrontalières ? (Cela peut inclure la gestion des frontières, la résolution des conflits, la gestion des ressources naturelles, etc.)



Si oui,  
cliquez ici

**5** Votre organisation promeut-elle et favorise-t-elle de manière active une "nouvelle façon de travailler" dans la région du bassin du lac Tchad par le biais de partenariats plus larges entre les agences des Nations unies, les ONG internationales et locales, le secteur privé, les acteurs de la société civile et le gouvernement ? Plus particulièrement, votre organisation met-elle en commun et combine-t-elle les données, analyse et partage-t-elle les informations?



Si oui,  
cliquez ici

## PARTIE 2

**Quelles sont les activités de votre organisation qui ont soutenu les objectifs stratégiques transversaux de la SRS en 2020?**

**O**

**N**

**6** Votre organisation a-t-elle effectué une analyse de conflit localisée pour informer le développement de vos plans d'action et activités ? Et avez-vous partagé des données ou des produits de cette analyse de conflit avec d'autres organisations au niveau national, ou dans la région du BLT, notamment avec les organes régionaux, la CBLT, son Comité de pilotage, ou le Groupe de travail régional?



Si oui,  
cliquez ici

**7** Vos activités visent-elles spécifiquement à restaurer et à renforcer l'autorité de l'Etat et à renforcer les capacités des institutions pour améliorer la qualité de la prestation de services au niveau local ? Vos activités visent-elles à renforcer l'état de droit, le contrôle et la responsabilité des prestataires de services?



Si oui,  
cliquez ici

**8** Votre programme met-il l'accent sur l'engagement civique et la participation des communautés locales, notamment par le biais des chefs traditionnels, religieux et sociaux, dans la mise en œuvre des activités de stabilisation, de redressement ou de résilience?



Si oui,  
cliquez ici

**9** Certaines de vos activités promeuvent-elles les droits de l'homme ? Ou intègrent-elles spécifiquement la promotion des droits de l'homme ? L'une de vos activités cible-t-elle les prestataires de services de sécurité afin de renforcer l'intégrité et le respect des droits de l'homme?



Si oui,  
cliquez ici

**10** Votre programme vise-t-il spécifiquement à renforcer la participation des femmes à la prise de décision en matière de sécurité, de consolidation de la paix, de PEV et de développement à tous les niveaux ? Vos activités visent-elles une participation égale des femmes dans toutes les structures de gouvernance ou les mécanismes consultatifs?



Si oui,  
cliquez ici

**11** Vos activités contribuent-elles spécifiquement à la protection effective des femmes et des filles contre toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus?



Si oui,  
cliquez ici

**12** Vos activités mettent-elles particulièrement l'accent sur l'autonomisation des jeunes et leur protection ? Notamment, font-elles participer les jeunes à des dialogues structurés, à la médiation de conflits ainsi qu'à des processus de consolidation de la paix et de réconciliation?    
Si oui, cliquez ici

**13** Vos programmes visent-ils à améliorer la recherche, le suivi, l'établissement de rapports, l'analyse et le plaidoyer afin de garantir l'intégration d'une approche sensible au genre et à la jeunesse dans les processus de relèvement, de stabilisation, de consolidation de la paix et de développement?    
Si oui, cliquez ici

**PARTIE 3**

**Quelles sont les activités de votre organisation qui soutiennent l'aide humanitaire, le développement et l'éducation dans le cadre de la SRS en 2020?** **O** **N**

**14** Votre organisation fournit-elle une assistance humanitaire dans l'un des huit territoires ciblés par la SRS?    
Si oui, cliquez ici

**15** Votre organisation contribue-t-elle au retour des personnes déplacées dans leurs communautés d'origine sur la base des principes du retour volontaire, sûr et digne?    
Si oui, cliquez ici

**16** Votre organisation fournit-elle aux populations affectées l'accès à des services de conseil psychosocial de qualité, et soutient-elle les interventions pour la cohésion communautaire et le renforcement de la confiance?    
Si oui, cliquez ici

**17** Les activités de votre organisation visent-elles à renforcer la résilience des communautés, à soutenir et à promouvoir les moyens de subsistance, notamment dans le secteur agricole (agriculture, pêche et élevage) d'une manière qui tienne compte du changement climatique et de la viabilité environnementale?    
Si oui, cliquez ici

**18** Vos activités contribuent-elles à la mobilisation d'investissements pour promouvoir le développement des infrastructures, ou à la promotion d'un environnement commercial favorable aux investissements, au commerce et à l'activité économique?    
Si oui, cliquez ici

**19** Votre organisation contribue-t-elle à l'accès à une éducation équitable pour toutes les femmes, tous les garçons et toutes les filles dans un environnement sûr et sécurisé sous une autorité civile adaptée ? Et au développement d'une infrastructure éducative adéquate ? Votre organisation promeut-elle un système éducatif réformé dans les territoires ciblés par la SRS?    
Si oui, cliquez ici

**20** Votre organisation promeut-elle des programmes de formation professionnelle, technique et d'acquisition de compétences conformes à la demande du marché du travail?    
Si oui, cliquez ici

- 
- 21** Vos programmes ou activités contribuent-ils à la promotion de l'apprentissage culturel et social, notamment pour accroître la compréhension interconfessionnelle, la tolérance et la cohésion sociale?
- Si oui, cliquez ici
- 

#### **PARTIE 4**

**Quelles sont les activités de votre organisation qui ont contribué à la sécurité et à la protection dans le cadre de la SRS en 2020?** **O** **N**

---

- 22** Vos programmes ou activités contribuent-ils spécifiquement à la sécurité communautaire et à la prévention des conflits ? (Par exemple, la police communautaire, l'accès à la justice, l'autonomisation juridique, la surveillance des prestataires de sécurité informels, les systèmes d'alerte précoce, la réduction de la violence armée, etc.)
- Si oui, cliquez ici
- 

- 23** Votre organisation contribue-t-elle au développement d'une approche régionale commune pour le désarmement, le triage, la poursuite, la réhabilitation et la réintégration des personnes associées à Boko Haram?
- Si oui, cliquez ici
- 

- 24** Vos activités contribuent-elles au renforcement et à l'harmonisation des systèmes nationaux de justice transitionnelle et pénale afin d'entreprendre efficacement les enquêtes et les poursuites contre les personnes associées à Boko Haram?
- Si oui, cliquez ici
- 

- 25** Les activités de votre organisation contribuent-elles à la réhabilitation et à la réintégration des personnes associées à Boko Haram, ou à d'autres groupes armés non étatiques, tels que les groupes d'autodéfense/gardiens de sécurité? Et ces activités suivent-elles une approche coordonnée ou harmonisée avec les pays voisins?
- Si oui, cliquez ici
- 

- 26** Votre organisation est-elle active dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent au niveau local, national ou régional?
- Si oui, cliquez ici
- 

**Question générale conclusive sur le COVID-19, cliquez ici**

---

## Annexe B

# LISTE DES ACTIVITÉS RAPPORTÉES PAR LES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL RÉGIONAL

### Pôle Gouvernance



#### PILIER 1

#### Coopération politique

- OS1. Renforcement de la coopération politique (Améliorer la coopération, la cohérence et la complémentarité entre les États membres du BLT)
- OS2. Renforcement des capacités nationales (Aider les gouvernements nationaux à développer des mécanismes et des systèmes de coordination nationaux harmonisés, y compris le Forum des Gouverneurs et le Comité interparlementaire régional pour une mise en œuvre efficace de la stratégie dans la région du lac Tchad).
- OS3. Rôle des CER et autres acteurs (Renforcer et améliorer la coopération intra et inter régionale entre la CEEAC, la CEDEAO et la CEMAC pour la paix, la sécurité et le développement dans la région du lac Tchad).
- OS4. Renforcement des capacités de la CBLT et de la CUA (Renforcer efficacement les capacités du Secrétariat de la CBLT et de la CUA pour la mise en œuvre effective de la stratégie)

| PARTENAIRES                    | INITIATIVES  | TERRITOIRES COUVERTS | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|--------------------------------|--|----------------------|------------------------|
| <b>CUA, GIZ, CMI/IGC, CBLT</b> | Forum inaugural consultatif de la société civile à Niamey, Niger. Les travaux et les accords conclus lors de cette réunion ont réaffirmé certains des objectifs stratégiques de la SRS | Tous                 | OS2                    |
| <b>BRENUAC et CBLT</b>         | Tournées de présentation conjointes avec la CBLT pour sensibiliser sur la SRS, engagement au niveau technique avec la CBLT et la CUA pour un plus grand engagement de la CEEAC         | Cameroun et Tchad    | OS3, OS4               |
| <b>BRENUAC</b>                 | Soutien à la CEEAC sur la réglementation régionale du pastoralisme transfrontalier et de la transhumance   | Tous                 | OS3                    |

|                                       |   |                  |                  |
|---------------------------------------|---|------------------|------------------|
| <b>UNOWAS et CBLT</b>                 | Tournées de présentation conjointes avec la CBLT pour sensibiliser sur la SRS, engagement au niveau technique avec la CBLT et la CUA  | Niger et Nigeria | OS3, OS4         |
| <b>BRENUAC, UNOWAS et CBLT</b>        | Convocation conjointe d'une réunion mensuelle entre les entités des Nations Unies pour partager des informations sur l'impact de Boko Haram. Le Secrétariat de la SRS est également invité. Visites conjointes régulières dans les pays et territoires du BLT, prévention des conflits et bons offices. | Régional         | OS1, OS3         |
| <b>PNUD</b>                           | Facilité régionale de stabilisation (Guichet régional), mise en place du secrétariat de la SRS, mécanismes de coordination transfrontalière (c'est-à-dire Groupe de travail régional, cellule CIMIC, plateformes OSC), développement de plans d'action territoriaux et cadre de résultats               | Tous             | OS2, OS3 and OS4 |
| <b>Institut d'études de sécurité</b>  | Mise à disposition de synthèses sur l'analyse des conflits, développement de notes d'orientation et recherche sur l'analyse des conflits. Fourniture d'un soutien technique à la CBLT, adapté aux besoins (protocole d'accord)  | Tous             | OS4              |
| <b>Okapi - RNI</b>                    | Développement d'enquêtes sur la perception de la population   | Régional         | OS4              |
| <b>Initiative de gestion de crise</b> | Soutien technique à la CBLT, à la CUA et au Secrétariat de la SRS en vue de la préparation du Forum des gouverneurs   | Régional         | OS4              |
| <b>OIM</b>                            | Organisation d'une plateforme d'échange régionale pour promouvoir les discussions régionales et favoriser la coopération et l'harmonisation régionales sur la DDRRR.  | Régional         | OS12             |
| <b>BAD</b>                            | Fourniture d'une composante de formation et de renforcement des capacités pour les gestionnaires de la CBLT et les fonctionnaires du gouvernement dans les États bénéficiaires.   | Tous             | OS4              |



## PILIER 5

### *Gouvernance et contrat social*

- OS17. Partage des valeurs de bonne gouvernance (les normes, principes et meilleures pratiques de gouvernance sont adoptés par les Etats membres de la CBLT)
- OS18. Améliorer la prestation de services (Restaurer et renforcer la capacité des autorités et des institutions de l'État à accroître la portée et la qualité de la prestation de services sociaux au niveau local)
- OS19. Renforcer l'État de droit et la responsabilité (Renforcer la capacité des prestataires de l'État de droit à fournir des services efficaces aux citoyens, ainsi que la surveillance et la responsabilité civiles)

OS20. Améliorer la participation du public et l'engagement civique (renforcer l'engagement civique et la participation à la mise en œuvre de la stratégie).

OS21. Améliorer la coopération transfrontalière (Renforcer la coopération transfrontalière pour des solutions mutuellement bénéfiques et l'intégration sous-régionale)

| <b>PARTENAIRES</b>                   | <b>INITIATIVES</b>  | <b>TERRITOIRES COUVERTS</b>  | <b>CONTRIBUTION DE LA SRS</b> |
|--------------------------------------|---|--|-------------------------------|
| <b>OIM</b>                           | Promotion de dialogues au niveau communautaire et d'autres initiatives communautaires pour la réintégration et la réconciliation (y compris la promotion de plateformes de cohésion sociale au niveau local)  | Niger (Diffa), Cameroun (Extrême Nord), Tchad (Lac), Nigeria (Borno)                   | OS20                          |
| <b>PNUD</b>                          | Facilité régionale de stabilisation (Guichet régionale), soutien au développement de politiques et de recherches, soutien à l'identification des priorités transfrontalières pour la collaboration.   | Tous   | OS20, OS21                    |
| <b>PNUD</b>                          | Facilité régionale de stabilisation (Guichet pays), soutien à la sécurité et à l'accès aux services de base, création de comités de stabilisation inclusifs   | Cameroun (Extrême-Nord), Tchad (Lac et Hadjer-Lamis), Niger (Diffa) et Nigeria (Borno) | OS18, OS19, OS20              |
| <b>Plan International</b>            | La stabilisation menée par les jeunes dans le BLT pour leur participation effective aux efforts de consolidation de la paix. Soutenir la paix et la sécurité et renforcer les efforts de stabilisation dans le bassin du lac Tchad en renforçant la coordination des activités de stabilisation et en comblant ainsi le fossé entre les intentions politiques et les réalités sur le terrain.   | Cameroun (Extrême-Nord), Niger (Diffa) et Nigeria (Borno)                              | OS20, OS39, OS40              |
| <b>Collectif de sécurité humaine</b> | Promotion du dialogue   | Cameroun (Extrême-Nord)  | OS20                          |
| <b>OIM</b>                           | Grâce à sa matrice de suivi des déplacements, l'OIM a développé l'indice de stabilité, un outil permettant d'identifier les facteurs qui ont relativement plus d'impact sur la stabilité des zones de retour et sur la décision des rapatriés de rester sur place ou de se déplacer. Cet outil est essentiel dans la conception de l'assistance pour des solutions durables, ainsi qu'un nouvel instrument pour informer la transition et le rétablissement avec des priorités de programmation adaptées, y compris pour la restauration d'une gouvernance efficace et la prestation de services dans les zones de retour comme une étape de sortie de crise. | Cameroun (Extrême-Nord), Tchad (Lac), Nigeria (Borno, Adamawa, Yobe)                   | OS18, OS19, OS20              |



## PILIER 9

### Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes

- OS38. Promouvoir la participation, l'autonomisation et les droits socio-économiques des femmes (les cadres de l'ONU, de la CUA et des CER pour l'autonomisation des femmes sont intégrés et mis en œuvre dans les plans nationaux et les plans d'action territoriaux pour l'inclusion et la participation pleine et effective des femmes et des filles dans le processus de stabilisation, de redressement et de résilience, avec des dispositions pour les ressources financières ainsi qu'un cadre de coordination pour la mise en œuvre du plan d'action national et territorial).
- OS39. Autonomisation, participation et protection des jeunes (garantir la mise en place de mécanismes efficaces pour assurer la protection, l'autonomisation et l'engagement effectif des jeunes dans les dialogues structurés, le processus de stabilisation et de consolidation de la paix)
- OS40. Suivi et responsabilité (Améliorer la recherche, le suivi, les rapports, l'analyse et le plaidoyer afin de garantir l'intégration d'approches sensibles au genre et à la jeunesse et de faire en sorte que le processus de stabilisation s'appuie efficacement sur les capacités des filles et des femmes).

| PARTENAIRES  | INITIATIVES   | TERRITOIRES COUVERTS                         | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|--|---|--|------------------------|
| <b>UNESCO, ONU Femmes, PNUD et UNICEF</b>            | “Renforcer les compétences des jeunes pour promouvoir la paix, la sécurité et la résilience socio-économique dans les régions du Cameroun touchées par la crise”. L'objectif global de l'activité est de renforcer les capacités de 30 jeunes leaders d'OSC et d'OCB pour favoriser la participation des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix. Initiative conjointe financée par le Fonds de consolidation de la paix des Nations unies.                    | Cameroun (Extrême-Nord)<br>Nigeria (Adamawa) | OS39                   |
| <b>Initiative de gestion de crise</b>                | Soutien technique au développement du webinaire sur les jeunes et la SRS, dirigé par le DSP de l'UA. Soutien, sur demande, au réseau des jeunes du BLT.   | Régional                                     | OS39                   |
| <b>UNESCO, VNU, ONUDC, BRENUAC, CEEAC et Payncop</b> | “Les jeunes, tisseurs de paix dans les régions transfrontalières du Gabon, du Cameroun et du Tchad”. Responsabiliser les jeunes qui deviendront ainsi des “tisserands de la paix”, les doter des outils nécessaires, et promouvoir leur contribution au Mécanisme d'alerte pour l'Afrique centrale (MARAC) de la CEEAC, soutenir et renforcer la coopération interétatique sur les questions de jeunesse et les risques et opportunités dans les zones transfrontalières. | Cameroun (Extrême-Nord)                      | OS3, OS17, OS39        |
| <b>ONU FEMMES</b>                                    | Soutenir les initiatives de leadership des femmes. Soutenir les États membres dans l'adoption et la mise en œuvre de plans d'action nationaux sur la résolution 1325 et les quotas de participation des femmes aux postes de décision. Soutien aux centres d'autonomisation des femmes.   | Régional                                     | OS39                   |



## Pôle Humanitaire et Développement



### PILIER 4

#### Assistance humanitaire

- OS13. Réponse humanitaire pour sauver des vies (Aider les populations affectées à avoir accès à une assistance de base pour sauver des vies, y compris des produits alimentaires et non alimentaires, de l'eau potable, des soins de santé et des services d'assainissement, indépendamment de leurs zones d'installation respectives)
- OS14. Retour et réinstallation volontaires, sûrs et dignes (veiller à ce que les personnes déplacées soient aidées à retourner dans leur communauté d'origine sur la base des principes du retour volontaire, sûr et digne).
- OS15. Protection (Assurer la mise en œuvre effective et intégrale de la déclaration d'action d'Abuja de 2016 sur la protection).
- OS16. Soutien psychosocial et cohésion sociale (Prouver que les populations affectées ont accès à des services de conseil psychosocial de qualité, et participer activement aux interventions de cohésion communautaire et de renforcement de la confiance).

| PARTENAIRES | INITIATIVES   | TERRITOIRES COUVERTS  | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|-------------|---|---|------------------------|
| AU          | Programme inaugural de formation sur la santé mentale et le soutien psychosocial ( SMSPS).  | Tous  | OS16                   |
| OIM         | La matrice de suivi des déplacements (MSD/DTM) saisit, traite et diffuse régulièrement diverses couches d'informations afin de permettre une meilleure compréhension de l'évolution des besoins des populations mobiles, sur place ou en route, tant des déplacements forcés que des autres flux migratoires. | Tous  | OS14                   |
| OIM         | Mise en place d'espaces sécurisés pour les services de conseil psychosocial. Assistance humanitaire directe et solutions de rétablissement aux personnes affectées par la crise du bassin du lac Tchad, aux rapatriés tchadiens et aux migrants   | Cameroun (Extrême-Nord), Tchad, Niger (Diffa), Nigeria (Borno, Adamawa, Yobe)               | OS13, OS14, OS16       |
| PAM         | Assistance humanitaire aux populations affectées par les crises à travers le mécanisme de réponse rapide et le Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises et Catastrophes  | Cameroun (Nord et Extrême-Nord), Tchad (Lac), Niger (Diffa), Nigeria (Borno, Adamawa, Yobe) | OS13                   |

|                           |   |                      |            |
|---------------------------|---|----------------------|------------|
| <b>UNICEF, PAM</b>        | Partenariats renforcés concernant l'approche intégrée de l'émaciation (nutrition), l'investissement dans la santé et la nutrition en milieu scolaire, y compris les systèmes de protection sociale, la chaîne d'approvisionnement et transferts en espèces (cash-based transfer-CBT)              | Tchad, Niger (Diffa) | OS13       |
| <b>Plan international</b> | Soutien psychosocial (SPS) intégré dans le programme de protection des enfants  |                      |            |
| <b>BAD</b>                | Le Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-Economique des Groupes Vulnérables dans le Bassin du Lac Tchad (PARSEBALT) prévoit la mise en œuvre de plusieurs activités de formation et de renforcement des capacités au profit des jeunes, des femmes et des agriculteurs de sa zone d'intervention. | Tchad                | OS13, OS14 |



## PILIER 6

### *Relèvement socio-économique et durabilité environnementale*

- OS22. Soutenir les moyens de subsistance durables (Soutenir et promouvoir les moyens de subsistance, en particulier dans le secteur agricole (agriculture, pêche et élevage) d'une manière qui tienne compte du changement climatique et de la durabilité environnementale).
- OS23. Améliorer les infrastructures pour l'intégration économique régionale (mobiliser les investissements pour promouvoir le développement des infrastructures afin d'accroître les échanges économiques, commerciaux et culturels).
- OS24. Création d'un environnement commercial favorable (garantir un environnement commercial favorable grâce à des cadres politiques et juridiques qui encouragent les investissements, le commerce et les activités économiques).
- OS25. Assurer la viabilité environnementale (Renforcer la résilience des communautés et des systèmes autour du lac Tchad pour s'adapter aux chocs environnementaux et renforcer la durabilité des interventions)

| <b>PARTENAIRES</b>  | <b>INITIATIVES</b>  | <b>TERRITOIRES COUVERTS</b> | <b>CONTRIBUTION DE LA SRS</b> |
|---------------------|---|-----------------------------|-------------------------------|
| <b>UNESCO, CBLT</b> | Biosphère et patrimoine du lac Tchad (BIOPALT). Le projet vise à promouvoir la paix, à sauvegarder et à valoriser les ressources naturelles et culturelles afin d'améliorer les sources de revenus des communautés locales et de contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté. Promouvoir la collaboration pacifique entre les pays sur la gestion durable des bassins transfrontaliers | Régional                    | OS24, OS25                    |

|                          |   |   |            |
|--------------------------|---|---|------------|
| <b>UNESCO</b>            | Mise en place d'un portail sur la qualité de l'eau du bassin du lac Tchad : suivi par satellite et sur le terrain de 5 paramètres (turbidité, chlorophylle, matière organique, PH, température) | Régional  | OS23       |
| <b>UNESCO</b>            | Promotion des activités génératrices de revenus de l'économie verte et restauration des écosystèmes dégradés  | Niger (Diffa)   | OS22, OS25 |
| <b>UNESCO</b>            | Augmentation de l'utilisation par les ménages ruraux des énergies renouvelables et des technologies d'efficacité énergétique au Cameroun  | Cameroun (Nord et Extrême-Nord)   | OS22       |
| <b>BRENUAC</b>           | Appui à l'élaboration par la CEEAC d'un règlement régional sur le pastoralisme transfrontalier et la transhumance en Afrique centrale   | Cameroun, Tchad   | OS23, OS24 |
| <b>OIM, FAO et UNHCR</b> | Soutenir les communautés du Lac pour faire face aux défis du changement climatique, des déplacements et des conflits  | Tous  | OS22, OS25 |
| <b>PNUD</b>              | Facilité régionale de stabilisation (Guichet Pays). Accès aux moyens de subsistance durables et aux infrastructures   | Cameroun (Extrême-Nord), Chad (Lac and Hadjer-Lamis), Niger (Diffa) and Nigeria (Borno) | OS22, OS23 |
| <b>OIM</b>               | Création d'opportunités de sources de revenus intégrant des approches de transformation des conflits  | Cameroun (Extrême-Nord), Tchad, Niger (Diffa), Nigeria (Borno, Adamawa, Yobe)           | OS22       |
| <b>UNICEF, PAM</b>       | Partenariats consolidés pour le renforcement de la résilience   | Niger (Diffa)   | OS22, OS25 |



## PILIER 7

### Éducation, apprentissage et compétences

- OS26. Restaurer une éducation de qualité, sûre et inclusive (assurer le rétablissement et l'accès à une éducation équitable pour toutes les femmes, tous les garçons et toutes les filles dans un environnement sûr et sécurisé, sous une autorité civile compétente)
- OS27. Promouvoir la formation professionnelle et l'acquisition de compétences (promouvoir les programmes d'acquisition de compétences en matière de formation professionnelle et technique en fonction de la demande du marché du travail).

- OS28. Réforme du secteur de l'éducation (promouvoir un système éducatif réformé basé sur les réalités locales).
- OS29. Promouvoir l'apprentissage culturel et social (Promouvoir l'apprentissage culturel et social pour accroître la compréhension interconfessionnelle, la tolérance et la cohésion sociale)
- OS30. Développer les infrastructures éducatives (Développer et améliorer les infrastructures éducatives adéquates et assurer un environnement sûr et sécurisé pour une éducation pacifique).
- OS31. Promouvoir le plaidoyer et le partage d'expérience (promouvoir le plaidoyer et le partage d'expérience en matière d'éducation entre les Etats membres de la CBLT dans la région)

| PARTENAIRES          | INITIATIVES  | TERRITOIRES COUVERTS  | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|----------------------|--|---|------------------------|
| UNESCO               | Sensibiliser les communautés, les décideurs, les responsables et les acteurs nationaux et locaux à l'importance de la sauvegarde du patrimoine vivant, ainsi qu'à l'identification des éléments du patrimoine culturel immatériel affectés par la situation de crise.                              | Niger (Diffa)   | OS29                   |
| UNESCO               | Préparation d'une candidature du paysage culturel du lac Tchad sur la liste du patrimoine mondial. Renforcement des capacités des enseignants pour renforcer la résilience des apprenants face à l'extrémisme violent et favoriser leur engagement en tant qu'agents de paix dans leur communauté. | Cameroun (Extrême-Nord), Tchad (Lac), Niger (Diffa), Nigeria (Yobe) | OS26, OS29             |
| UNESCO               | Evaluation et interventions d'urgence sur les sites du patrimoine culturel, les musées et les collections en danger.   | Cameroun (Extrême-Nord)   | OS29                   |
| PAM                  | Partenariat pour la résilience et la cohésion sociale  | Niger (Diffa)   | OS29                   |
| UNICEF/<br>FNUAP/PAM | Projet pour les adolescentes utilisant les écoles comme plateforme pour la prestation de services, axé sur l'éducation des filles dans les situations de crise et de conflit,  | Niger (Diffa), Tchad (Lac)  | OS26                   |
| PNUD                 | Modernisation des infrastructures éducatives et des systèmes d'enseignement, y compris la formation professionnelle.   | Tchad   | OS27, OS28, OS30       |



## PILIER 9

### *Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes*

- OS37. Protéger les femmes et les filles (Mettre en place des mesures de protection efficaces qui renforcent l'autonomie des femmes et des filles en tant que bénéficiaires et qui peuvent s'engager efficacement dans le processus de stabilisation et de consolidation de la paix ainsi que dans la prévention et la

riposte à l'extrémisme violent. Protéger les femmes et les filles contre toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus.)

- OS39. Autonomisation, participation et protection de la jeunesse (S'assurer que des mécanismes efficaces sont mis en place pour garantir la protection, l'autonomisation et la participation effective des jeunes aux dialogues structurés et au processus de stabilisation et de consolidation de la paix)

| PARTENAIRES | INITIATIVES   | TERRITOIRES COUVERTS | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|-------------|---|----------------------|------------------------|
| UN WOMEN    | Soutien à la MNJTF pour la protection contre l'exploitation et les abus sexuels. Programme de résilience pour lutter contre les VBG et augmenter la participation des femmes dans la prise de décision.                                     | Régional             | OS31, OS5, OS38        |
| UN WOMEN    | Programme pilote sur l'éducation de la deuxième chance combinant : alphabétisation de base, formation professionnelle et activités génératrices de revenus. Le programme soutient le plaidoyer sur l'accès des jeunes filles à l'éducation. | Cameroun             | OS38, OS27             |
| Okapi - RNI | Programme radiophonique "Le magazine au féminin" émission radiophonique produite par des femmes   | Régional             | OS37                   |

## Pôle Sécurité et Protection



### PILIER 2

#### Sécurité et droits de l'homme

- OS5. Renforcement du soutien aux opérations de la MNJTF (Renforcer le soutien à la MNJTF pour lui permettre de continuer à remplir son mandat)
- OS6. Renforcement de la sécurité communautaire et restauration de l'État de droit (Renforcer les capacités de sûreté et de sécurité au niveau communautaire par une application de la loi plus réactive qui étend et protège l'État de droit à toutes les zones, alors que les forces militaires nettoient le territoire sous le contrôle de Boko Haram).
- OS7. Gestion des groupes d'autodéfense (Le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes d'autodéfense sont gérés par des initiatives nationales appropriées).
- OS8. Promotion des droits de l'homme (S'assurer que les prestataires de services de sécurité opèrent aux plus hauts niveaux d'intégrité et de respect des droits de l'homme sur la base des normes et standards internationaux et continentaux, par le biais de mécanismes efficaces de contrôle et de responsabilité internes et externes. Avec des mécanismes correctifs appropriés pour répondre aux violations présumées des droits de l'homme)

| PARTENAIRES       | INITIATIVES   | TERRITOIRES COUVERTS  | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|-------------------|---|---|------------------------|
| <b>PNUD</b>       | Facilité régionale de stabilisation (Guichet pays). Fourniture d'un soutien logistique pour augmenter la présence effective de la MNJTF dans les zones cibles du projet. Cartographie des OSC et des OBC travaillant sur les droits de l'homme. Création d'un partenariat avec COGINTA, ONGI financée par l'UE, active dans le renforcement des capacités des forces de sécurité (infrastructures, formation). Formation des forces de sécurité et des autorités civiles.   | Tchad   | OS5, OS6, OS8          |
| <b>PNUD</b>       | Facilité régionale de stabilisation (Guichet pays). Renforcement de la sécurité des communautés.  | Cameroun (Extrême-Nord), Tchad, Niger (Diffa) and Nigeria (Borno) | OS6                    |
| <b>UNITAR</b>     | Renforcement des capacités de la Force d'intervention conjointe multinationale.   | Régional  | OS5                    |
| <b>ONU DC</b>     | Faciliter l'utilisation et l'admissibilité en tant que preuve devant les tribunaux pénaux nationaux des informations collectées, traitées, conservées et partagées par l'armée pour poursuivre les infractions terroristes ("preuves militaires") et élaborer des procédures opérationnelles standard (POS). La formation a porté sur l'efficacité des enquêtes, des poursuites et du jugement des affaires de terrorisme dans le respect des droits de l'homme, ainsi que sur la lutte contre le financement du terrorisme et le trafic transfrontalier illicite d'armes à feu. Aide juridique aux prisonniers (Niger avec le programme VNU) | Cameroun, Chad and Niger  | OS6                    |
| <b>ONU DC</b>     | Assistance technique aux acteurs de la sécurité nationale, de l'application de la loi et de la justice pénale.  | Nigeria (Borno)   | OS6                    |
| <b>ONU FEMMES</b> | Renforcer les capacités de la police et des armées nationales en matière de protection des femmes dans les conflits et les situations humanitaires.   | Nigeria, Niger and Cameroun                                       | OS37, OS8              |
| <b>UA</b>         | Le développement de procédures opérationnelles standard pour le traitement des personnes associées à Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.<br>POS pour le traitement des personnes associées à Boko Haram dans le bassin du lac Tchad (2019)  | Régional  | OS8                    |

|                  |  |                        |          |
|------------------|--|------------------------|----------|
| <b>UA</b>        | Atelier de formation sur les droits de l'homme pour la MNJTF (2019)  | Régional               | OS5, OS8 |
| <b>UA</b>        | Élaboration de directives et de procédures opérationnelles standard pertinentes pour soutenir la MNJTF dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement des personnes associées à Boko Haram (finalisé) et</li> <li>• L'amélioration de la gestion des armes légères récupérées et la lutte contre la menace des armes légères et de petit calibre (en cours d'élaboration) ; et</li> </ul> Le développement de la base de données sur les armes récupérées et les personnes associées à Boko Haram (en cours de développement)   | Régional               | OS5      |
| <b>ONU DC</b>    | L'ONU DC fournit une assistance technique aux acteurs de la sécurité nationale, de l'application de la loi et de la justice pénale pour les aider à rétablir l'état de droit et l'accès à la justice au Cameroun, au Tchad et au Niger en réponse au terrorisme de Boko Haram. Par le biais d'une série d'activités d'assistance législative et de sensibilisation ouvertes à un large éventail de ressortissants, l'ONU DC a contribué à assurer l'autonomisation juridique ainsi qu'à renforcer la législation nationale et son utilisation, conformément aux normes internationales et aux droits de l'homme. | Niger, Tchad, Cameroun | OS6, OS8 |
| <b>SHN</b>       | SHN et une organisation locale en coopération avec l'Université de Maroua ont mis en place un observatoire des droits de l'homme.  | Cameroun               | OS8      |
| <b>Okapi RNI</b> | Emission de radio sur la sensibilisation aux droits de l'homme (connaissez vos droits).  | Régional               | OS8      |



### PILIER 3

*Désarmement, démobilisation, réadaptation et réintégration des personnes associées à Boko Haram*

- OS9. Triage et désarmement (S'assurer que les personnes associées à Boko Haram sont reçues, triées et, le cas échéant, désarmées selon une approche régionale commune conforme aux normes internationales et continentales).
- OS10. Justice transitionnelle (Renforcer et harmoniser les systèmes nationaux de justice transitionnelle et pénale afin d'entreprendre efficacement les enquêtes et les poursuites à l'encontre des personnes associées à Boko Haram et d'autres formes de responsabilité).

- OS11. Réhabilitation et réconciliation (S'assurer que les personnes anciennement associées à Boko Haram et à d'autres groupes extrémistes violents sont réhabilitées selon une approche régionale commune liée à des activités de réintégration ultérieures et comprenant un soutien psychosocial, la santé, la nutrition (dans une première phase) et des activités professionnelles et génératrices de revenus (dans une seconde phase).
- OS12. Réinsertion et réintégration (S'assurer que les personnes associées à Boko Haram, les membres des groupes d'autodéfense/comités de vigilance, les rapatriés (y compris les anciens prisonniers), les jeunes à risque et les victimes de Boko Haram reçoivent un soutien communautaire à la réintégration, selon une approche régionale harmonisée).

| PARTENAIRES   | INITIATIVES  | TERRITOIRES COUVERTS | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|---|--|----------------------|------------------------|
| <b>OIM</b>  | Appui aux gouvernements de la région pour la conception et la mise en œuvre de cadres juridiques et opérationnels pour le DDDR. Développement d'un système de gestion des cas. Programme régional de DDDR. Renforcement des capacités du Secrétariat par l'organisation et la réalisation de consultations visant à traiter les aspects régionaux du processus TPRR. | Tous.                | OS9, OS12              |
| <b>ONUDC</b>  | Collaboration avec l'Association nationale des femmes juges du Nigeria (NAWJN). Renforcement des connaissances des juges, principalement des femmes, sur les dimensions de genre de la réponse de la justice pénale au terrorisme. Déploiement régulier de procureurs fédéraux chargés de la lutte contre le terrorisme au Centre d'enquête conjoint de Maiduguri.   | Nigeria (Borno)      | OS10                   |
| <b>Institut d'études de sécurité</b>  | Recherche sur la sortie du cercle de Boko Haram.   | Régional             | OS12                   |
| <b>UNOWAS, BRENUAC et CTED (Direction exécutive du Comité contre le terrorisme)</b> | Les gouvernements sont sensibilisés à la nécessité de coordonner leurs approches en matière de désarmement, de Triage, de poursuites, de réhabilitation et de réintégration des personnes associées à Boko Haram.  | Régional             |                        |



|                                    |   |                         |                              |
|------------------------------------|---|-------------------------|------------------------------|
| <b>OIM</b>                         | Soutien au gouvernement pour le développement d'un programme national pour les transfuges et une approche harmonisée. Soutien au ministère de la Justice, aux procureurs et au Service central de lutte contre le terrorisme, y compris des formations régulières. Formations sur les Études relatives à la police et la sécurité (PSS) pour les forces de l'ordre. Conception et mise en œuvre d'initiatives de réhabilitation et de réintégration, y compris de petites subventions. Évaluations sur le DDRR, y compris sur les approches de genre. | Niger (Diffa)           | OS10, OS11, OS12, OS38, OS39 |
| <b>OIM</b>                         | Création d'un groupe de travail inter-agences sur le DDR et d'un sous-comité technique. Soutien au gouvernement pour le développement et la mise en œuvre de cadres juridiques et opérationnels pour le DDRR. Évaluations sur le DDRR (y compris sur les approches de genre) et enquête sur le marché du travail en préparation des programmes de réhabilitation et de réintégration et mise en œuvre d'initiatives communautaires de réconciliation et de réintégration.   | Cameroun (Extrême-Nord) | OS12, OS38                   |
| <b>OIM</b>                         | Appui au Comité de pilotage du DDRR (Ministère de la Justice) pour le développement et la mise en œuvre de cadres juridiques et opérationnels pour le DDRR. Développement d'un système de gestion des cas pour la conception et l'opérationnalisation des initiatives de réhabilitation et de réintégration (Ministère de la Femme et des Affaires Sociales). Activités de réconciliation et de stabilisation, y compris les processus de dialogue pour la prévention des conflits et la préparation de la réintégration.                             | Tchad                   | OS12, OS39                   |
| <b>PNUD</b>                        | Facilité régionale de stabilisation (Guichet pays). Soutien technique à la CBLT pour l'harmonisation des processus communautaires de réconciliation et de réintégration. Soutenir le développement d'un rapport de base sur le statut des processus de TPRR dans le BLT.  | Régional                | OS12                         |
| <b>PNUD, ONUDC, OIM, CTED, CCT</b> | Initiatives conjointes pour l'harmonisation des processus TPRR.   | Régional                |                              |
| <b>UN WOMEN</b>                    | Réalisation d'une étude sur la réintégration des femmes et des filles associées à Boko Haram..  | Régional                | OS12                         |
| <b>UN DPO/ OROLSI</b>              | Respect des droits de l'homme dans les interventions de DDR, directives sur la réduction de la violence communautaire (RVC)   | Régional                | OS8, OS12                    |



## PILIER 8

### Prévention de l'extrémisme violent et consolidation de la paix

- OS32. Soutenir les capacités nationales en matière de prévention de l'extrémisme violent (soutenir le développement et la mise en œuvre de stratégies et de plans d'action nationaux en matière de prévention de l'extrémisme violent, conformément aux obligations internationales et aux meilleures pratiques).
- OS33. Éducation, connaissances et capacités en matière de PEV (Renforcer les capacités locales afin d'accroître les connaissances sur le phénomène et les moteurs de l'extrémisme violent).
- OS34. Mobilisation des communautés et contre-récits (Donner aux communautés locales les moyens d'agir pour prévenir, anticiper et contrer les récits radicaux).
- OS35. Promouvoir la coopération transfrontalière pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (améliorer et renforcer la coopération locale, régionale et internationale basée sur la synergie, l'appropriation et la coordination à tous les niveaux).
- OS36. Soutenir l'architecture de paix (construire, revoir et renforcer l'architecture de paix locale et nationale, y compris les mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide).

| PARTENAIRES   | INITIATIVES   | TERRITOIRES COUVERTS | CONTRIBUTION DE LA SRS |
|---------------|---|----------------------|------------------------|
| <b>AU</b>     | L'UA soutient la participation accrue des femmes dans la prise de décision sur la sécurité, la consolidation de la paix et la PEV à tous les niveaux. A travers son initiative FEMWISE, l'AUC cherche à promouvoir la participation des femmes dans le bassin du lac Tchad.<br><br>L'initiative FEMWISE de l'UA, le CMI/IGC et l'équipe SRS de l'UA déploient actuellement un programme de renforcement des capacités de médiation pour les femmes dans le bassin du lac Tchad. | Régional             | OS35                   |
| <b>ONU DC</b> | Série de formations de formateurs sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.  | Nigeria              | OS33                   |
| <b>UNESCO</b> | Développement d'un tutoriel pour présenter la composition de la population du Cameroun afin d'aider à réduire la radicalisation et la violence basée sur les spécificités tribales.<br><br>Inclusion des droits de l'homme et de l'état de droit dans le guide d'éducation à la pédagogie transformative pour les PEV.  | Cameroun<br>Régional | OS34<br>OS33           |

|   |  |                                      |                     |
|---|--|--------------------------------------|---------------------|
| <b>PNUD</b>                               | Appui à la MNJTF pour le développement d'un plan de communication stratégique, appui à la communication stratégique et appui à la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux de PEV  | Régional                             | OS35, OS5           |
| <b>Collectif<br/>Sécurité<br/>Humaine</b> | L'Observatoire sur les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme est une initiative mise en œuvre par les réseaux locaux. Analyse des causes profondes de l'extrémisme violent (avec l'Université de Maroua). Programme sur la liberté de religion avec les réseaux de jeunes.  | Cameroun<br>(Extrême-Nord)           | OS33, OS34          |
| <b>OIM</b>                                | Collaboration avec les autorités locales et les chefs traditionnels pour prévenir l'extrémisme violent au sein des communautés situées le long de la frontière entre le Niger et le Nigeria. Implication des chefs traditionnels, des femmes, des jeunes et des chefs religieux dans les comités de paix.  | Niger (Diffa) and<br>Nigeria (Borno) | OS34, OS35,<br>OS36 |
| <b>Okapi Radio</b>                        | Les programmes radio produits à Maiduguri en Kanuri sont diffusés dans tout le bassin du lac Tchad. L'objectif du projet est d'améliorer la communication croisée et l'interaction et de réduire ainsi l'espace dont dispose Boko Haram/ISWAP pour dominer la communication dans la région. Le programme Kawe (Alternative Narratives) vise à ancrer la culture de la coexistence pacifique et de la réconciliation. | Régional                             | OS35, OS36          |
| <b>ISS</b>                                | L'ISS s'engage activement auprès d'entités et de réseaux locaux, nationaux et régionaux travaillant sur la PEV dans le bassin du lac Tchad, le Sahel, l'Afrique de l'Est et la Corne, ainsi qu'en Afrique australe.  | Régional                             | OS32                |



## PILIER 9

### *Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes*

- OS37. Protéger les femmes et les filles (Mettre en place des mesures de protection efficaces qui renforcent l'autonomie des femmes et des filles en tant que bénéficiaires et qui peuvent s'engager efficacement dans le processus de stabilisation et de consolidation de la paix ainsi que dans la prévention et la réponse à l'extrémisme violent. Protéger les femmes et les filles contre toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus)
- OS39. Autonomisation, participation et protection de la jeunesse (Veiller à ce que des mécanismes efficaces soient mis en place pour que les jeunes soient protégés, responsabilisés et effectivement engagés dans des dialogues structurés et dans le processus de stabilisation et de consolidation de la paix)

| PARTENAIRES       | INITIATIVES  | TERRITOIRES<br>COUVERTS | CONTRIBUTION<br>DE LA SRS |
|-------------------|--|-------------------------|---------------------------|
| <b>ONU FEMMES</b> | Assurer la participation active des organisations féminines de la société civile dans la prévention des conflits communautaires et la lutte contre l'extrémisme violent et dans les mécanismes de paix formels et informels, formation et renforcement des capacités des officiers de la MNJTF sur la protection des femmes et des filles dans les opérations militaires.  | Régional                | OS37, OS38, OS34          |
| <b>OIM</b>        | Recherche sur les dimensions de genre du DDRR dans la région du bassin du lac Tchad afin d'accroître les connaissances sur les dynamiques de genre dans l'association et l'engagement, la dissociation et le désengagement, la réhabilitation et la réintégration et le développement de recommandations pour les parties prenantes aux niveaux national et local afin de promouvoir un DDRR sensible au genre et répondant à ses besoins. | Régional                | OS38                      |

---

## Annexe C

# SOMMAIRE

## RAPPORT ANNUEL 2020- FACILITÉ RÉGIONALE DE STABILISATION DU BASSIN DU LAC TCHAD

Malgré la détérioration des situations sécuritaires et la pandémie de Covid-19, la Facilité régionale de stabilisation (FRS) du PNUD pour la région du bassin du lac Tchad ( BLT) a réalisé des **progrès substantiels au cours de la période du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2020**. Conçue comme un appui à la Stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et de résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par Boko Haram (SRS) (adoptée par la Commission du bassin du lac Tchad en août 2018), la FRS vise à promouvoir la «stabilisation immédiate» (Domaine de résultats 1 ; Produits 1-3), dans les territoires affectés du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria (par le biais des guichets nationaux de la FRS), et la «stabilisation étendue» (Domaine de résultats 2 ; Produits 4-6), en soutien à la Commission du bassin du lac Tchad et à la Commission de l'Union africaine (par le biais du Guichet régional de la FRS).

Au cours de la période couverte par le rapport, seize plans d'action conjoints (PAC) au total ont été approuvés dans les zones cibles de la région de **l'Extrême-Nord du Cameroun, des provinces de Hadjer Lamis et du Lac au Tchad, de la région de Diffa au Niger et des États de Borno, Yobe et Adamawa (BAY) au Nigeria**. Les réalisations à ce jour témoignent du fait qu'**une approche multisectorielle basée sur la zone permet de promouvoir la stabilité dans les communautés cibles**. L'impact du JAP a été positif en ce qui concerne le renforcement des architectures de sécurité avec la mobilisation communautaire (Produit 1), la promotion de l'accès aux infrastructures essentielles et aux services de base (Produit 2) et la fourniture de moyens de subsistance (Produit 3).

Les **Comités de Stabilisation Communautaire (CSC)** - créés dans 13 sites cibles et impliquant les communautés locales, les autorités publiques et les forces de sécurité - **sont au cœur de l'approche de construction du contrat social et contribuent à renforcer la légitimité de l'État et la confiance de la population**. Dans les CSC, les questions liées à la sécurité de la communauté, notamment en matière de genre, de moyens de subsistance et d'infrastructures, sont discutées et traitées par toutes les parties prenantes. Dans les sites des JAP, la sûreté et la sécurité des résidents, des personnes déplacées et des rapatriés sont améliorées grâce au **renforcement de la coopération civilo-militaire (CIMIC), au soutien à une présence accrue des forces de l'ordre et à la promotion des droits de l'homme, de la protection des civils et de l'accès à la justice**.

**La construction de dizaines d'infrastructures pour l'accès aux services de base** (sécurité, administration publique, éducation, santé, marchés) **et les activités entreprises pour fournir des moyens de subsistance à des milliers de personnes dans ces zones**, font partie de ce même processus. **Une solide approche de genre et des droits de l'homme, la prise en compte des impacts environnementaux multidimensionnels sur les populations locales**, et la coordination au niveau des JAP et de la région du BLT avec de multiples acteurs sont des axes fondamentaux et transversaux.

**Le Guichet régional de la FRS a jeté les bases sur lesquelles reposera la «stabilisation élargie», en permettant la mise en place du Secrétariat de stabilisation de la CBLT**, qui sert à la fois de centre de

conseil en matière de programmes et de politiques pour le LCBC et la CUA dans le cadre de la mise en œuvre de la SRS (ancrée sur 9 piliers thématiques), **ainsi que de mécanismes transfrontaliers majeurs de coopération et de coordination, tels que le Groupe de travail régional sur la SRS** (articulé en trois groupes stratégiques pour promouvoir le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix, **la cellule CIMIC et la plate-forme régionale des organisations de la société civile du BLT**. Il a également soutenu l'élaboration du plan d'action régional (PAR) de la SRS, le développement du cadre de résultats de la SRS, ainsi que les partenariats et le leadership politiques pour promouvoir la stabilisation.

Parmi les principaux **enseignements tirés** figurent les suivants : (i) il est crucial de comprendre les défis et l'état d'esprit des acteurs de la sécurité de l'Etat/des groupes d'autodéfense, ainsi que leur interface entre eux et les communautés ; (ii) les préoccupations en matière de sécurité et les besoins de stabilisation varient largement dans chaque communauté ; (iii) l'implication des communautés locales et des autorités publiques a été décisive ; (iv) la coordination entre les partenaires du gouvernement et les homologues militaires s'est avérée essentielle pour assurer la compréhension et la sensibilisation au concept de stabilisation et la mise en œuvre harmonieuse de ses activités ; et (v) la nécessité de disposer des ressources appropriées (ressources humaines, accès à des informations opportunes et de bonne qualité, etc.) pour s'engager dans un échange continu au niveau opérationnel.

Les hypothèses de la **théorie du changement** de la FRS restent valables pour l'instant, bien qu'il existe des défis importants dans un domaine aussi complexe. De même, **la preuve du concept de la FRS**, basée sur plusieurs critères de succès, peut être considérée comme acceptable : les CSC sont opérationnels et remplissent progressivement leurs objectifs ; le degré d'implication civile et militaire est effectif et divers accords ont été signés avec les acteurs institutionnels clés pour mettre en œuvre le FSR et renforcer l'appropriation ; il y a une présence considérable des Forces de Sécurité dans les JAP ; des progrès sont réalisés dans l'élaboration des plans d'action territoriaux de la SRS, avec des groupes de travail sur

les piliers établis dans 5 des 8 territoires envisagés ; et la perception des communautés locales en matière de sécurité, de cohésion sociale et la confiance des populations locales vis-à-vis des autorités publiques est un modèle à suivre pour la FRS.

Toutefois, ces succès de la FRS restent à une échelle relativement faible par rapport aux vastes besoins de stabilisation de la région du BLT. **Les réalisations de la FRS décrites ci-dessus doivent être conciliées avec d'importants défis opérationnels et de coordination** dans les deux domaines de la FRS - dans un contexte d'insécurité et de violence persistantes -, afin que les JAP puissent poser les bases permettant aux parties prenantes de contribuer le plus efficacement possible à la réalisation des objectifs de la SRS. La coordination de la FRS entre les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix est également un défi majeur, malgré les progrès réalisés dans ce domaine.

Pour tirer parti des réalisations de la FRS et les relier efficacement aux objectifs de la SRS, des progrès sont nécessaires pour **renforcer les capacités, améliorer la coordination et renforcer les processus d'appropriation des acteurs impliqués**. Le principe de réponse rapide de la FRS doit être maintenu avec des dispositions spécifiques pour les opérations et le soutien aux programmes. Il existe également un **besoin immédiat d'investissements supplémentaires pour consolider et mettre à l'échelle les réalisations de la FRS** en reproduisant le modèle de réussite et en étendant la couverture territoriale.

Au cours de l'année 2021, la FRS **renforcera davantage les partenariats avec le gouvernement et les acteurs de la sécurité, les partenaires donateurs et les autres acteurs de l'ONU et de l'humanitaire au niveau des communautés, des États, du gouvernement fédéral et de la région du BLT**. De plus, la FRS va poursuivre **la mise en place d'une preuve de concept dans les communautés cibles, en s'appuyant sur les réalisations et les leçons tirées des activités et des résultats obtenus en 2020**, en se focalisant particulièrement sur l'achèvement des activités des JAP avec une sécurité et une fourniture de services de base renforcées et des opportunités de moyens de subsistance élargies.



